



Emploi «90% des jeunes Tunisiens veulent partir à l'étranger», Maher Ben Salem



A LA UNE

Élection présidentielle
2024 - Résultats
préliminaires
Kais Saied l'emporte
avec 90,69%

ECO-FINANCE

Inflation en Tunisie
Pourquoi le coût de
la vie continue-t-il
d'augmenter?

ENTREPRISES

Dräxlmaier et Visteon
des exemples de
la nouvelle vague
d'investissements
en Tunisie

CHRONIQUE

Trois cent cinquante
Pactes de Carthage?

Élégant, sûr et confortable.

Hyundai VENUE.



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2023
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn

 **HYUNDAI**

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°208 du 10 Octobre 2024



Élections présidentielles en Tunisie 2014-2019-2024 : **Les chiffres**

La Tunisie a connu une évolution démographique notable au cours des dernières années, marquée par une croissance de la population et une participation accrue aux élections. Entre 2014 et aujourd'hui, la population est passée de près de 11 millions à près de 12 millions d'habitants.



Emploi : **«90% des jeunes Tunisiens veulent partir à l'étranger», Maher Ben Salem Keejob**

Avant la pandémie Covid+, ceux qui désiraient partir ne dépassaient pas les 52 à 55%, nous sommes aujourd'hui sur un chiffre de 90% selon une enquête réalisée en interne...



Inflation en Tunisie : **Pourquoi le coût de la vie continue-t-il d'augmenter?**

Les prix à la consommation ont augmenté, en septembre 2024, de 0,8% par rapport au mois d'août 2024, selon une note publiée, samedi, par l'Institut national de la statistique (INS), consacrée à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 2024.



Aéroports tunisiens : **Quel bilan pour les 9 premiers mois de 2024 ?**

Au cours des neuf premiers mois 2024, Le trafic aérien des passagers via les aéroports tunisiens a augmenté de 9,2% par rapport à la même période de l'année 2023, s'établissant à 7 432 966 "mouvements passagers", selon les statistiques publiées, vendredi, par l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA).



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



Dessalement de l'eau de mer :

La seule solution pour garantir l'approvisionnement en eau ?

Selon Saâd Seddik, ancien ministre de l'agriculture dans le gouvernement de Habib Essid (2015 -2016), la situation de l'eau en Tunisie est grave en raison du manque de ressources disponibles, que ce soit pour l'eau potable ou celle destinée à l'irrigation.



L'Homme qui a vendu sa peau de Kaouther Ben Hania

Le long-métrage tunisien «L'Homme qui a vendu sa peau» de Kaouther Ben Hania figure dans la sélection de « La Francophonie en images », une section dédiée au cinéma dans le cadre de la programmation du Festival de la Francophonie 2024...

نجاح حرفائنا هو نجاحنا

أكثر من 900 000 حريف
نرافقوهم في رحلة نجاحهم



الانتخابات الرئاسية 2024



Élection présidentielle 2024 - Résultats préliminaires

Kais Saied l'emporte avec 90,69%

L'ISIE vient d'annoncer les résultats préliminaires de l'élection présidentielle tunisienne 2024. Une élection remportée par le candidat Kais Saied avec 90,69%.

Les chiffres de cette 3^e élection présidentielle après 2011:

- Taux de participation : 28,8%
- Résultats par candidat :
 - **Kais Saied** : 90,69% (2.438.954)
 - **El Ayachi Zammel** : 7,35% (197.557)
 - **Zouhaier Maghzaoui** : 1,97% (52.903)
- Liste électorale : 9.753.217
- Votes exprimées : **2.808.548**
- Total voix exprimées : 2.689.548
- Total Votes blanc: 34.187
- Total Voltes nul : 84.953



Élections présidentielles en Tunisie 2014-2019-2024

Les chiffres

La Tunisie a connu une évolution démographique notable au cours des dernières années, marquée par une croissance de la population et une participation accrue aux élections. Entre 2014 et aujourd'hui, la population est passée de près de 11 millions à près de 12 millions d'habitants. Cette croissance s'accompagne également d'une évolution significative des listes électorales.

En 2014, lors des premières élections présidentielles post-révolution, environ 5,3 millions de Tunisiens étaient inscrits sur les listes électorales. Depuis, la participation citoyenne n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, ce chiffre a presque doublé, atteignant près de 10 millions

d'inscrits pour l'élection présidentielle de 2024.

Pour l'élection présidentielle de 2024, ce sont près de 10 millions d'électeurs qui sont attendus aux urnes, marquant un nouveau record pour le pays.

Les chiffres des 3 dernières élections présidentielles après la révolution de 2011 :

- **Population**
 - **2014** : 10.996.600
 - **2019** : 11.551.400
 - **2024** : 11.887.412
- **Listes électorales**
 - **2014** : 5.366.324
 - **2019** : 7.074.566
 - **2024** : 9.753.217
- **Taux de participation**

▪ **2014** : 1er Tour : 3.267.569 (Taux: 62,91%)
- 2è Tour : 3.110.042 (Taux: 60,1%)

▪ **2019** : 1er Tour : 3.465.184 (Taux: 49%) -
2è Tour : 3.892.085 (Taux: 55%)

▪ **2024 : 1er Tour : 2.808.548 (Taux: 28,8%)**

- **Autres chiffres 2024**

- Listes électorales en Tunisie : 9.110.407 (93,4%)

- Listes électorales des tunisiens à l'étranger : 642.810 (6,6%)

- Listes par sexe et âge :

- **Femmes** : 50,4%

- **Hommes** : 49,6%

- **18-35 ans** : 32,6%

- **36-60 ans** : 47,1%

- **Plus de 60 ans** : 20,3%

w/m/c

HORS-SÉRIE

Tunisiens

Résidents à l'Étranger





Emploi

«90% des jeunes Tunisiens veulent partir à l'étranger»,

Maher Ben Salem Keejob

35.000 entreprises sont inscrites sur Keejob.com lancé en 2009. La plateforme dispose d'une CVthèque de 500.000 candidats, elle met annuellement à la disposition des demandeurs d'emplois 33.000 offres d'emploi et se

targue de plus de 150.000 recrutés depuis 15 ans. De la plateforme emploi/recrutement, Maher Ben Salem, CEO de Keejob est passé au Salon de l'Emploi avec pour objectif donner plus de visibilité au marché de

l'emploi et mettre en contact aspirants à l'emploi qui s'interrogent sur leur avenir professionnel et les choix de carrières et recruteurs. Le Salon de l'emploi vise aussi à informer les jeunes demandeurs d'emploi sur les

opportunités qui s'offrent à eux au national et à l'international sur les meilleurs outils dont ils (elles) doivent disposer pour s'imposer dans un marché en constante évolution.

Radioscopie du marché de l'emploi avec Maher Ben Salem dans un entretien en deux temps:

Le Salon de l'Emploi en est à la quatrième édition, quel est le bilan ?

Le Salon a évolué en Salon de l'Emploi et de la Formation. La première année, on avait 2.500 inscrits, la deuxième édition 5.000, la 3ème édition 8.500 inscrits et cette année on va être à plus de 10.000 inscrits sur la plateforme. Dès lors que la personne est inscrite, elle dépose un CV, ensuite on l'invite à assister aux deux journées du Salon.

Combien de visiteurs ?

L'année dernière c'était environ 5000 visiteurs, cette année notre objectif est de drainer 6500 soit + de 40 % des inscrits. Le nombre des exposants reste stable, nous avons progressé sur les trois premières éditions. Cette année, le nombre n'a pas évolué. Nous gardons les fidèles clients.

Le contexte économique n'est pas des plus favorables comme vous le savez. On nous dit, nous

n'avons pas de visibilité. Pour cette troisième édition, nous avons intégré toute une aile pour la formation, essentiellement linguistique et bureautique.

Ce qui marche le plus est la formation linguistique tenant compte du souhait de l'immigration pour les jeunes.


Dans la poly-formation il y a des partenariats avec des institutions publiques, est ce qu'il y a du répondant ?

Depuis que la plateforme a été créée, on a toujours fonctionné en mode privé/privé, il y a des recruteurs qui sont avec nous depuis plus de 10 ans. Les CV sont déposés gratuitement. Côté partenaires publics, l'ANETI (Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail) a été présenté lors de la deuxième édition et sera également des nôtres cette année. Nous avons un projet de coopération sur la formation linguistique.

Keejob a mis en place un programme d'apprentissage des langues financé par l'Union européenne. Il s'agit de former des jeunes diplômés chômeurs en langues pour les faire passer d'un niveau A2 et B1 moins au niveau B2. Ce qui veut dire un niveau d'utilisateur qui permet aux prétendants à l'emploi de comprendre le contenu essentiel de sujets concrets ou abstraits,

y compris une discussion technique dans leur domaine de compétences.

Le B2 est maintenant le niveau requis pour l'employabilité. Nous avons conduit un projet pilote de 40 personnes, notre but étant de les outiller pour décrocher un emploi dès lors qu'ils ont atteint le niveau B2.

 **"La langue, c'est le passeport de l'emploi." - Maher Ben Salem, CEO de Keejob**

Pourquoi, selon vous, l'outil langue est aussi important pour l'employeur ?


Dans les 500.000 CV que nous avons sur Keejob, avec comme précisé plus haut, 35.000 à 40.000 nouveaux inscrits chaque année dont 50% voire 60% de diplômés, nous choisissons depuis cinq ans, un échantillon de 1000 à 1500 jeunes et nous leur faisons un test de langue, en Anglais ou en Français. Ils ont eu leur baccalauréat et ont fait entre 2 ou 3 ans d'études supérieures au minimum.

Parmi les testés, entre 65 à 70% ont moins de 8/20 comme note sur des tests écrits et oraux dans les langues. On prétend que le Tunisien maîtrise mieux la langue anglaise, la réalité est qu'une

grande majorité ne maîtrise aucune langue.

Or, aujourd'hui dans le travail, il faut pouvoir communiquer, mettre en place des process internes, rédiger un rapport et être réellement opérationnel sur le terrain de l'employabilité dans le monde, pour ce, le minimum est B2.

Nos jeunes maîtrisent une seule langue et veulent être embauchés à l'international. Ils sont de plus en plus nombreux à le vouloir. Avant la pandémie Covid+, ceux qui désiraient partir ne dépassaient pas les 52 à 55%, nous sommes aujourd'hui sur un chiffre de 90% selon une enquête réalisée en interne.

 **Nous posons la même question aux candidats à l'emploi : « Souhaitez-vous avoir des offres à l'international ? Êtes-vous candidat à l'émigration ? », 90% des candidats répondent oui.**

Dans un sens, cela peut être positif pour l'international mais pas pour notre pays. Nous formons aujourd'hui des élites qui ne se projettent plus dans leur pays. Cela étant, nous pouvons pousser l'optimisme jusqu'à croire qu'ils feront une expérience

à l'international et reviendront ensuite. Je prends l'exemple des TIC, les ingénieurs et techniciens peuvent travailler à partir de la Tunisie pour l'international, mais ce n'est pas le cas du médical et du paramédical. Nous ne formons pas assez et nos médecins et nos paramédicaux sont en train de partir. Donc là, le système de santé s'en ressent et à terme notre pays en souffrira.

Pour revenir à l'handicap de la langue, il faut comprendre que maîtriser les langues ouvre de grands horizons aux postulants à l'emploi en Tunisie ou ailleurs. Qu'on s'exporte vers l'Afrique, les pays du Golfe, l'Europe, les States ou le Canada, il faut savoir communiquer dans la langue du pays hôte ou dans une langue internationale. L'Afrique est francophone et anglophone, pareil pour tous les autres pays, l'Asie aussi.

Le Canada, à titre d'exemple, est bilingue, donc aujourd'hui maîtriser les langues est indispensable, y compris lorsqu'on brigue un emploi sur le marché Tunisien. Un responsable marketing ne peut pas négocier ni discuter ni envoyer de mails sans parler couramment une ou deux langues internationales.

Aujourd'hui, il y a la correction et la traduction google, l'intelligence artificielle et nombre de moyens pour se

débrouiller et communiquer...

C'est loin d'être suffisant ! Je vois beaucoup de recruteurs et on me dit souvent que si le niveau de cette personne testée en anglais ou en français ne correspond pas, je ne peux pas l'employer.

Personnellement je m'interroge : comment un diplômé a pu suivre et comprendre ses cours de marketing, de droit ou d'économie enseignés en français, s'il ne maîtrise pas la langue ? Comment a-t-il assimilé ses cours de comptabilité ? Les défaillances sont claires et nous le voyons s'agissant des sociétés offshores.

La Tunisie est attrayante, elle attire aujourd'hui dans l'offshoring les sociétés de service, cela veut dire de l'ingénierie, des centres d'appels, des cabinets de comptabilité à l'agence, des agents de saisie et ainsi de suite. Il y a des cabinets d'ingénieurs de bâtiment ouverts en Tunisie, des centres de relation clients, qui nous choisissent parce que nous sommes compétitifs mais nous devons pallier les lacunes.

Des solutions aux problèmes de langues ?

C'est simple, il faut réinvestir dans l'apprentissage des langues. Je vous donne une expérience personnelle. Nous avons formé gratuitement 40 postulants à

l'emploi grâce à des subventions de l'UEE. Ils ont beaucoup de bonne volonté mais ne disposent même pas des frais de transport, aucune indemnité, ce sont des jeunes au chômage.

Ce que je propose est que l'Etat mette en place un mécanisme financier, comme un prêt recrutement qui peut être remboursé pour armer les jeunes aspirants à l'emploi. L'outil linguistique permettra de réintégrer ces gens-là dans le système. Un jeune qui a eu un emploi et a eu sa première expérience de travail même quand il était étudiant, crée une bonne dynamique.

Investir dans la formation linguistique, c'est investir dans l'avenir de notre pays

90% des jeunes Tunisiens souhaitent partir à l'étranger. La maîtrise des langues est la clé pour les retenir et les faire prospérer.

L'expérience l'a prouvé. Si vous rentrez dans tous les sites dédiés à l'emploi, vous trouverez que 85% des offres exigent un minimum de 3 à 4 ans d'expérience et logiquement, on ne peut pas gérer une société exclusivement avec

des séniors, donc il faut intégrer chaque année des juniors, c'est un principe sacro-saint dans la dynamique Emploi.

Ne faut-il pas décentraliser et créer des centres de formation aux langues sur place. Est-ce c'est trop ambitieux ?

Indiscutablement ! Le taux de chômage est très élevé à l'intérieur de la République. Il y a un manque d'activités économiques et certaines entreprises souhaitant s'implanter dans ces régions ou y décentraliser leurs activités sont hésitantes. Il faut donner leur chance à ces jeunes, aujourd'hui les formations peuvent être dispensées à distance.

Il y a des ISET un peu partout, on a créé un programme financé par l'union européenne qui porte le titre 4C. Soit des Centres de Carrière et de Certification des Compétences dont le but est d'améliorer l'employabilité des étudiants à travers des programmes de conseil, d'accompagnement, de formation et d'ouverture sur l'environnement socio-économique. Un programme conçu et réalisé par l'Etat, et on a fait appel à des consultants pour l'apprentissage des soft skills, il y a eu des foires, des jobs fair partout à l'intérieur de la république mais finalement aucun résultat.

Aujourd'hui, grâce aux 4C et aux équipements qui existent dans les centres, pourquoi ne pas donner accès gratuitement à des jeunes pour qu'ils se forment à distance en langue. Nous avons changé la vie des jeunes que nous avons formés parce que l'apprentissage des langues a renforcé leur confiance en eux-mêmes, ils se défendent mieux et s'imposent lors de l'entretien d'embauche ou lorsqu'ils sont recrutés.

Aujourd'hui, les pays de tailles similaires à la nôtre, dont la population maîtrise deux à trois langues, savent mieux s'exporter. Ils sont partout dans le monde. Les Tunisiens le sont aussi mais parmi eux, il y'en a qui ont beaucoup de difficultés et sont sous-payés par rapport à d'autres malgré leurs compétences et ils l'acceptent à cause de la langue. Nous sommes sollicités par des cabinets allemands, canadiens et même italiens et très souvent ce qui manque à nos jeunes indiscutablement brillants, c'est la langue. Cela est dû à notre système scolaire et aux politiques suivies depuis la fin des années 80.

Un exemple concret dans le commerce international, si nous voulons défendre un produit en Asie, en Europe ou aux Amériques, nous ne pouvons pas le faire dans la langue arabe. Si nous voulons exporter l'huile d'olive, il faut discuter et négocier



en Anglais... Pareil pour les autres secteurs exportateurs.

Je viens de voir qu'on veut accompagner financièrement les fondateurs des sociétés communautaires en leur octroyant 800 D par mois pendant 12 mois, pareille initiative pourrait-elle donner des résultats quelconque ? Notre Etat peut-il se permettre de payer de telles sommes à des sociétés communautaires en cours de constitution ?

La langue, c'est le pouvoir. Maîtriser plusieurs langues, c'est ouvrir les portes du monde

Le ministère de la Formation aurait pu consacrer ces fonds à la formation des jeunes dans les langues et la maîtrise des outils informatiques de base. Je vous assure qu'en un clin d'œil, nos jeunes décrochent des emplois.

Le PPP avec les ISET pour le chantier des langues peut-il être possible puisqu'ils abritent les 4C?

Sûrement. Vous avez parlé des régions. La formation en langues peut être distancielle. Le Maroc l'a compris et est en train de l'implanter avec l'équivalent de l'ANETI marocain. Ils pensent qu'en formant les

jeunes en langues, ils peuvent attaquer l'Afrique anglophone et francophone.

A travers ce dont disposent aujourd'hui les ISET comme équipement, nous pouvons former nos jeunes à distance. Nous pouvons proposer un programme d'apprentissage intensif qui s'étale sur trois ou 6 mois avec un accompagnement régulier et rigoureux. On dit aux jeunes que la langue est aujourd'hui votre passeport emploi.

Je suis quasiment sûr que beaucoup de groupes tunisiens, beaucoup d'employeurs tunisiens, ou des sociétés implantées en Tunisie, conditionnent le pré-embauche par la maîtrise des langues. Après les certificats et les attestations d'apprentissage des langues par des organismes certificateurs, on peut leur faire passer des tests à la sortie de la formation pour s'assurer du niveau et des prédispositions.

En Europe, ils ont créé le passeport digital donné aux jeunes sortis des écoles qui ont maîtrisé les outils numériques, l'Outlook, Excel, powerpoint, Word, soit des outils indispensables pour assurer au travail. En Tunisie, il nous faut les passeports langue et digital.

Entretien ne conduit par Amel Belhadj Ali

Les Métiers de l'IA

Mohamed Naceur Ammar, figure de proue de l'intelligence artificielle en Tunisie, a mis en lumière les profondes transformations que cette technologie est en train d'opérer sur le marché du travail.

Selon l'expert, l'émergence de l'IA entraîne une véritable révolution professionnelle, caractérisée par la disparition de nombreux métiers traditionnels et l'émergence de nouvelles professions hautement qualifiées. S'appuyant sur des études scientifiques, Ammar estime que près de la moitié des emplois actuels pourraient être automatisés dans les prochaines années, tandis qu'un quart de nouveaux métiers voient le jour.

Pour faire face à ces changements, Ammar souligne l'importance d'une adaptation constante et d'une montée en compétences. Il met en avant le potentiel de la Tunisie, avec ses ressources humaines qualifiées, à saisir les opportunités offertes par l'IA.

ياو موش نرمال

SERVICE CLIENT

PHÉNOMÉNAL

5 مرّات
على التوالي



ooredoo
طور عالمك



Emploi

Faut-il partir pour réussir ? Le dilemme des jeunes diplômés tunisiens

Partir, est-ce la seule voie que nos jeunes doivent suivre ? Vivre ailleurs, est-ce toujours gratifiant ? Des réponses, des explications de Maher Ben Salem, PDG de Keejob, dans la deuxième partie de l'entretien.

La Tunisie perd aujourd'hui un avantage compétitif important avec une force de travail qui ne maîtrise pas les langues et des RH qualifiées qui partent, le système

scolaire et universitaire ne sont pas réellement dans une logique de performances linguistiques. Quel est le point de vue des recruteurs ?

Du fait de mon expérience avec les recruteurs avec qui je collabore depuis plus de 10 ans (parfois il s'agit de petites entreprises), près de 80 % de notre tissu économique est constitué de PME.

Les recruteurs reçoivent environ 70 CV pour chaque annonce publiée. Cependant, lorsqu'ils examinent ces CV ou appellent les candidats, ils constatent souvent un manque flagrant de maîtrise linguistique.

Environ 70 % des candidats inscrits dans notre base ont un niveau A2 en langues (selon les tests que nous avons administrés). Lors de notre salon, nous prévoyons un espace

d'évaluation où les candidats pourront passer des tests de langue sur place. Parfois, ils se sentent gênés ou hésitants à cause de leur faible niveau. Pourtant, il existe des paliers bien établis dans l'apprentissage des langues (A1, A2, B1, B2, etc.).

Le niveau B2 est souvent considéré comme le cachet employabilité, car il permet une communication efficace et une adaptation au monde professionnel. En somme, il est crucial de sensibiliser davantage les candidats à l'importance de la maîtrise des langues pour réussir sur le marché du travail.

Quels sont les principaux axes de cette 4ème édition du Salon ?

Investir dans la maîtrise des langues, en particulier atteindre le niveau B2, est un bon moyen d'améliorer l'employabilité des jeunes diplômés et des chômeurs et nous comptons en faire le plaidoyer tout au long du Salon.

Encourager la formation linguistique en offrant des primes plus attractives est une excellente initiative, cela pourrait être une solution pour la crise de l'emploi dans notre pays et c'est dans les cordes de l'Etat.

Le CIVP pourrait être un levier pour inciter les candidats à se former davantage et atteindre le



niveau B2. Vous avez souligné à juste titre que notre système universitaire et scolaire ne forme pas toujours des individus maîtrisant les langues. Il est donc essentiel de combler ce retard en proposant des solutions concrètes.

Moi en tant qu'Etat t'encouragerais les diplômés à se former pour atteindre le niveau B2, je leur donnerais une prime plus intéressante et je mettrais un cadre réglementaire pour que dès qu'ils sont recrutés, ils me remboursent.

«Près de 80% de notre tissu économique est constitué de PME, et les recruteurs peinent à trouver des candidats maîtrisant les langues.»

Nous avons déjà l'expérience avec le prêt étudiant. L'immersion est un excellent moyen d'accélérer l'apprentissage linguistique, mais même sans immersion, des outils et des ressources peuvent faire une grande différence. Il y a des applications de langue abordables et disponibles à l'échelle nationale. C'est une

excellente opportunité pour les étudiants et les demandeurs d'emploi.

Le Maroc investit également dans ce domaine, et nous pouvons certainement nous inspirer de leurs initiatives pour renforcer nos propres mécanismes. En fin de compte, la motivation et la sensibilisation sont essentielles. Si nous pouvons encourager davantage de personnes à atteindre le niveau B2, nous contribuerons à un avenir professionnel plus prometteur pour tous.

D'un autre côté, le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi, à travers l'ANETI et l'ATCT est en train de favoriser l'immigration, c'est presque une stratégie nationale donc la maîtrise des langues est essentielle.

Ne pensez-vous pas qu'il y'a péril en la demeure ? Notre pays est en train de perdre un savoir-faire dont il a lui-même besoin.

Il y a des métiers qui peuvent être ciblés par le ministère, il y en a d'autres sous tensions. C'est-à-dire que la vision doit être dans l'intérêt du pays. Il n'est pas logique d'envoyer des soudeurs au Canada ou en Italie, alors qu'on en manque sur place.

Comment attirer des investisseurs dans un pays en perte de vitesse s'agissant de main d'œuvre qualifiée ? Il y a de bonnes perspectives dans les industries automobiles et les industries aéronautique qui ont un fort besoin en techniciens et en main-d'œuvre qualifiée. Il s'agit d'intérêt national et il faut tout d'abord satisfaire les besoins du marché local avant d'encourager l'immigration de la main d'œuvre qualifiée.

«Le niveau B2 est souvent considéré comme le cachet employabilité, car il permet une communication efficace et une adaptation au monde professionnel.»

De fait, nos grands groupes, nos PME et même l'Administration publique perdent compétences et main d'œuvre qualifiée, des ingénieurs, et même des managers...

Donc il faut avoir une réflexion autour de ça, et il n'y a pas que le problème de la langue, il faut aussi ouvrir les portes aux jeunes pour une première expérience professionnelle.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien


CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

Comment faire en sorte que ces jeunes aient cette première expérience ? Quels sont les mécanismes ? Comment un Etat doit raisonner ? Il faut, à titre d'exemple, qu'un paramédical fasse au moins trois ans en Tunisie avant de lui permettre de partir. Avant d'autoriser un soudeur qualifié, un ouvrier sous machine à partir, il faut préparer la relève. Il faut créer un système vertueux et donner à ces personnes sur le départ les raisons de rester en Tunisie. Je ne peux pas être compétitif en termes de salaire ou de pouvoir d'achat sauf en rémunérant comme il se doit les compétences.

Au fait, il faut justement garantir le minimum parce qu'un tunisien qui vit bien ne part pas et il préfère rester en Tunisie, de tous temps, cela a été le cas qu'est ce qui a changé ?

Aujourd'hui, quand je discute avec ces jeunes qui partent, ils me disent, nous voulons vivre bien, pouvoir posséder une voiture, un logement. Et c'est tout à fait normal, nos jeunes deviennent impatients, ils voient ce qui se passe ailleurs, ils ont accès à toutes les informations, à des objectifs même personnels chiffrés, vous allez gagner tant, vous aurez tant, vous économiserez tant, nos jeunes voient tout cela aujourd'hui.

Nous ne le voyions pas, mais aujourd'hui il y a aussi fort heureusement des personnes qui refusent de quitter le pays. Un premier emploi est important, mais comment le créer avec l'interdiction de l'intérim, du travail saisonnier ? Nous allons à contre sens dans la lutte contre le chômage.

 **Il est essentiel de donner de l'espoir à ces candidats et de les aider à se former et à évoluer.**

Il faut que l'approche soit différente. Il y a des abus oui mais il faut punir ceux qui en sont coupables ! Pourquoi ne pas encourager le statut travail pour étudiant comme cela se passe dans le monde entier ? Un étudiant a le droit de travailler 20 heures par semaine, d'une manière légale avec une couverture sociale et une couverture maladie, ce qui lui permet d'avoir une expérience professionnelle et des références qui lui permettront, une fois diplômé, de décrocher rapidement un travail.

Quand j'étais étudiant mon statut d'étudiant émigré, me permettait de bénéficier de tout cela, au Canada. Toutes les entreprises ont besoin d'étudiants stagiaires, dans la presse par exemple,

dans l'archivage, tout le monde a besoin de ce qu'on appelle des petites mains, parce que cette personne aura dans son cv cet apprentissage, mais c'est une prés embauche.

En Tunisie, cela existe aussi, il y a ceux qui travaillent le soir et étudient le jour, le statut existe au fait.

Non le statut étudiant travailleur n'existe pas, il n'a pas le droit ou alors il doit présenter une attestation de stage. Légalement vous ne pouvez pas recruter un étudiant et si jamais vous lui donnez la CNSS, il n'aura plus droit au CIVP, alors que dans d'autres pays, vous avez une couverture sociale et votre matricule, que vous travaillez ou pas.

Personnellement, chaque année et chaque été j'ai recours à des étudiants, je les fais bosser sur l'archivage, la comptabilité, le back office, et je suis obligé de les payer de ma poche parce que je ne peux pas les déclarer, et si jamais il y a un contrôle, il est hors normes ou alors il faut que la personne ma fournisse la convention de stage et en plus rares sont les jeunes qui acceptent de suivre des stages gratuitement.

Aujourd'hui, par exemple, l'alternance n'existe pas, alors

qu'on a beaucoup travaillé avant sur le travail par alternance...

Oui mais ce que vous avez aujourd'hui sont les grandes sociétés d'informatique et de développement. Elles traitent avec des universités privées comme Esprit ou des écoles informatiques. Elles recrutent et paient l'école.

Pendant cinq ans, ce jeune va étudier et travailler, cela existe dans le monde entier mais dans un cadre légal avec l'Etat qui encadre tout cela dans l'objectif de le protéger aussi. Donc l'entreprise qui opte pour ces contrats d'alternance, fournit le matricule à l'étudiant travailleur alternant et lui donne un salaire. Là, ce sont des initiatives de privé à privé, mais il y a des aberrations!

Un premier emploi est un métier à part entière, et il ne faut pas baisser les bras.

J'étais enseignant et on me rappelait souvent l'importance des heures de présence, mais un étudiant n'a pas besoin de faire ses heures de présence puisqu'il est en train de travailler dans une entreprise et d'étudier en même temps, et que c'est une bonne chose pour tout le monde...

C'est bénéfique pour l'étudiant qui découvre la réalité du monde du travail parallèlement à l'enseignement !

Le travail à mi-temps pour un étudiant ou le travail saisonnier sont très utiles pour le CV. Ce que l'État devrait mettre en place, ce sont des mécanismes de garantie, de sécurité, d'assurance pour ces jeunes, on a toujours des jobs pour ce genre de profil.

Demain j'organise un évènement, j'ai besoin d'au moins une dizaine d'hôtesse, de trois agents de sécurité, de personnes qui orientent les visiteurs du Salon, dois-je les employer toute l'année ? Comme moi, il y a d'autres entreprises qui organisent des évènements.

Quand il y a des évènements ponctuels on ne peut pas les faire travailler pour une petite période et les laisser ensuite attendre sans rien faire. Nous sommes obligés de faire appel à des boîtes d'intérim ou des étudiants qui gagnent ainsi leur argent de poche. Quand j'étais en France, je travaillais comme serveur tous les week-ends.

Qu'attendez vous du salon, surtout que nous sommes en situation de crise ? Est-ce que vous estimez que ce salon va quand même inciter quelques entreprises à donner plus

d'espoir et de possibles embauches aux jeunes ?

Nous allons offrir aux participants des tests d'évaluation gratuits, certains auront des formations de langues gratuites. Comme toujours nous mettrons en relation recruteurs et visiteurs, donc il y aura forcément des personnes qui seront embauchées.

Nous estimons à 1000/1200 recrutés dans les mois qui suivront l'organisation du Salon. Pendant deux journées il y aura beaucoup de formations, séminaires, de conférences qui vont permettre à des jeunes de découvrir le marché du travail et d'être plus optimistes quant à leurs capacités de s'y imposer.

Il y a des métiers qui recrutent en Tunisie. Le Retail est en train de recruter, les Centres commerciaux aussi, il faut travailler dès qu'on a un diplôme en main, même si nous pensons que le travail est ingrat, il nous apprend toujours des choses, un premier job est important.

Partir, est-ce une solution d'après vous ?

Aujourd'hui, quand je vois que 90 % des gens veulent partir, cela me peine profondément. Pourtant, la vie ailleurs n'est pas toujours idyllique, et s'imposer à l'international n'est pas un jeu. Les



opportunités professionnelles ne sont pas toujours celles que l'on choisit, mais plutôt celles que les locaux rejettent.

Par exemple, dans le secteur de la restauration, la demande est sous tension, car les locaux ne veulent plus y travailler. En France, le besoin en main-d'œuvre touristique est si important (400 000) que des recruteurs envisagent de recruter en Tunisie puisque les locaux n'en veulent pas.

Dans les urgences par exemple, les tâches ingrates seront assurées par le médecin ou l'infirmier émigré. Il est essentiel de donner de l'espoir à ces candidats et de les aider à se former et à évoluer. Même si l'émigration peut sembler attrayante, il est crucial de reconnaître que rester dans son propre pays et s'y performer est peut-être bien meilleur. Le premier emploi est un métier à part entière, et il ne faut pas baisser les bras. Continuons à encourager ceux qui cherchent à bâtir leur avenir professionnel.

*Entretien conduit par Amel
Belhadj Ali*

Bio de Maher Ben Salem

Maher Ben Salem est titulaire d'un IDEA de Finance à Paris 1 Sorbonne promotion 1994

Mon parcours professionnel a été dès le départ orienté vers l'entrepreneuriat. Il a lancé la 1ère société d'affichage publicitaire sur les taxis à Paris en 1997. De retour en Tunisie, il a fondé la Régie d'affichage publicitaire (réseau TCV, Carrefour, Sncft, Panneaux sur route) depuis 2004. Le Bureau d'étude en GéoMarketing et Cartographie (Base de données de 120 000 signaux routiers, Comptage routier par caméra et IA..).

Keejob et formations a été créée en 2009 (500 000CV, 35 000 entreprises, 150 000 postes d'emploi). Maher Ben Salem a également fondé le Bureau d'ingénierie bâtiments en off-shore (électricité et Fluides) depuis 2022.

Il est depuis 12 ans enseignant vacataire (Culture entreprise, Création entreprise et Comptabilité des sociétés) aux Universités Paris 1, Paris 4 Sorbonne, FSEGT Tunis, Tunis Dauphine.

500 laboratoires

Le directeur général de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mourad Belassoud, a annoncé que la Tunisie compte environ 522 laboratoires de recherche répartis dans la majorité des institutions universitaires. À cela s'ajoutent 42 écoles doctorales et 16 centres de recherche dépendant directement du ministère, ainsi que 40 autres centres travaillant en collaboration avec d'autres ministères.

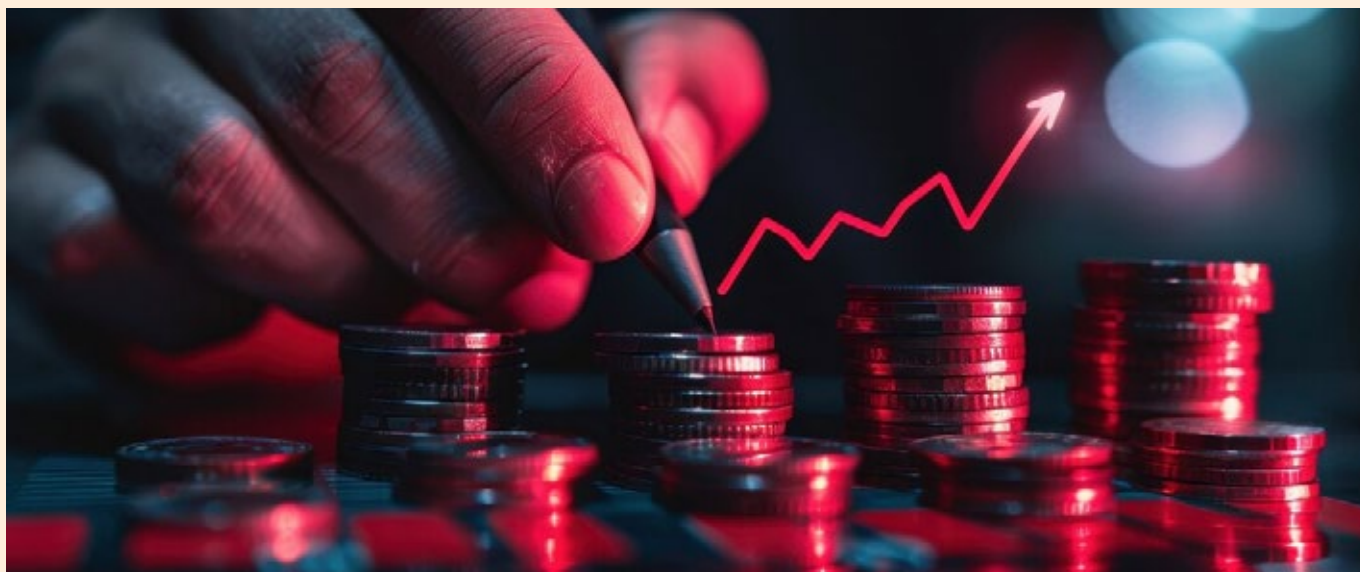
Lors de son intervention ce jeudi 3 octobre 2024 sur les ondes de la Radio nationale, Mourad Belassoud a souligné que la Tunisie abrite près de 12 000 doctorants ainsi qu'environ 260 000 étudiants inscrits dans les universités du pays. Il a précisé que le ministère s'efforce d'améliorer le système d'études doctorales, tout en reconnaissant plusieurs lacunes.

Pour encourager les étudiants doctorants, la bourse mensuelle de stage a été revue à la hausse cette année, passant de 3.600 à 4.800 dinars. Une mesure qui, selon Belassoud, vise à soutenir davantage les jeunes chercheurs dans leurs projets académiques et professionnels.

نبنيو معاكم طموحاتكم مع قرض سكن UBCI



للمزيد من المعلومات، اتصلو بنا على 70 000 050



Inflation en Tunisie

Pourquoi le coût de la vie continue-t-il d'augmenter?

Les prix à la consommation ont augmenté, en septembre 2024, de 0,8% par rapport au mois d'août 2024, selon une note publiée, samedi, par l'Institut national de la statistique (INS), consacrée à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 2024.

Cette hausse est, principalement, attribuée à la progression des prix de l'alimentation de 1,5% et des prix du groupe « Éducation » de 3,9%.

En revanche, les prix du groupe « habillement et chaussures » ont diminué de 0,1% suite au

prolongement de la saison des soldes d'été, explique l'INS.

Augmentation de 1,5% des prix des produits alimentaires

Sur un mois, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1,5%, en raison de la hausse des prix des fruits secs de 5%, des fruits frais de 4,6%, des volailles de 4,5% et des légumes frais de 4,2%.

En revanche, les prix des viandes bovines ont diminué de 1,5%.

S'agissant des prix des produits

et des services d'enseignement, ils ont progressé de 3,9%. Cette hausse s'explique, principalement, par l'augmentation des prix des fournitures scolaires de 4,2%, des services de l'enseignement secondaire privé de 5,5%, des cours de soutien scolaire de 3,4% et des services de l'enseignement préélémentaire et primaire privé de 3,1%.

Selon l'INS, les prix du groupe "loisirs et culture" ont augmenté de 1,4%. Cette hausse s'explique principalement, par l'augmentation des prix des journaux, des magazines et des livres culturels de 7,1%.



Aliments, énergie, services

Quels produits ont le plus augmenté en septembre ?

En septembre 2024, le taux d'inflation demeure stable à 6,7%, selon une note publiée, samedi, par l'Institut national de la statistique (INS), consacrée à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 2024.

Cette stabilité s'explique d'une part par l'accélération du rythme d'augmentation des prix des produits alimentaires en glissement annuel (9,2% en septembre contre 8,5% en août) et des prix du groupe loisirs et culture (7% en septembre contre 5,8% en août), et d'autre part

par le ralentissement du rythme d'augmentation des prix du groupe « Habillement et chaussures » (9,7% en septembre contre 9,9% en août) et du groupe « Boissons alcoolisées et tabac » (0,3% en septembre contre 5,4% en août).

Hausse de 9,2% des produits alimentaires

En glissement annuel, les prix des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 9,2%. Cette augmentation est principalement due à la hausse des prix des viandes ovines de 22,8%, des huiles alimentaires de

15,1%, des fruits secs de 15%, des poissons frais de 13,2%, des légumes frais de 13%, des viandes bovines de 12,4% et des volailles de 12,2%.

S'agissant des prix des produits manufacturés, ils ont augmenté de 6,1% en raison de la hausse des prix des produits de l'habillement et chaussures de 9,7% et des produits d'entretien courant du foyer de 8,3%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 5,3% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services

du groupe restaurant, cafés et hôtels de 8,8%.

En septembre 2024 : Le taux d'inflation sous-jacente se replie à 6,2%

En septembre 2024, le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) s'est replié à 6,2% contre 6,4% le mois précédent. Les prix des produits libres (non encadrés) ont augmenté de 7,7% sur un an, tandis que les prix des produits encadrés ont enregistré une hausse quant à eux de 3,1%.

Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 10,2% contre 2,6% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Le groupe « Produits manufacturés » et le groupe « Services » sont les secteurs ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation globale, soit respectivement 2,3% et 1,8%.

Selon l'INS, le groupe « Non alimentaire libre » et le groupe « Alimentaire libre » sont les groupes ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation, soit respectivement 3,5% et 2,5%.

Par ailleurs, le groupe « Produits alimentaires encadrés » a apporté la plus faible contribution avec 0,1%.



Tunisie

créances record et échéances de remboursement

Le 1er octobre 2024, Bassem Ennaifer, analyste financier, a révélé dans une déclaration à radio ExpressFM, que les créances de la Banque centrale de Tunisie (BCT) envers le gouvernement s'élevaient à 13,9 milliards de dinars à la fin mai.

Ces créances résultent principalement des interventions de la BCT sur le marché dans le cadre de sa politique monétaire, notamment l'achat de bons du Trésor pour maintenir la liquidité bancaire et les taux d'intérêt.

En outre, l'État tunisien a été autorisé à emprunter 7 milliards de dinars auprès de la BCT, dont 4 milliards ont déjà été utilisés au cours du premier semestre 2024. Concernant le remboursement des dettes, Ennaifer a indiqué que l'État n'aura pas de difficultés

majeures. Des montants importants seront remboursés en octobre, notamment 55,4 millions de dinars le 11 octobre, 610 millions le 16 octobre, et 900 millions le 22 octobre, grâce à l'émission de nouveaux bons du Trésor. En outre, un prêt interne de 112 millions d'euros et 16 millions de dollars sera remboursé, et deux tranches de dettes extérieures envers le FMI, pour un total de 115,6 millions de dollars, seront honorées.

Le 10 octobre, 50 milliards de yens japonais seront également remboursés. En conclusion, Ennaifer a souligné que les pressions financières en octobre seront fortes, avec 3,65 milliards de dinars à rembourser, mais que l'État respectera ses engagements.

E24

The ecosystem
of the Ecological
Transition

NOVEMBRE
5 — 8,
2024

PARC DES
EXPOSITIONS
DE RIMINI,
Italie



ecomondo.com

ECOMONDO

The green technology expo.

Ecomondo est l'événement phare du bassin méditerranéen dans les secteurs de l'économie verte et circulaire. Point de rencontre entre les industries, les parties prenantes, les décideurs politiques, les leaders d'opinion, le monde de la recherche et des institutions, il rassemble les éléments clés qui définissent les stratégies de développement de la politique environnementale.

Organisé par

ITALIAN EXHIBITION GROUP
Providing the future

En collaboration avec



ITA
ITALIAN TRADE AGENCY

madeinitaly.gov.it



Aéroports tunisiens

Quel bilan pour les 9 premiers mois de 2024 ?

Au cours des neuf premiers mois 2024, Le trafic aérien des passagers via les aéroports tunisiens a augmenté de 9,2% par rapport à la même période de l'année 2023, s'établissant à 7 432 966 "mouvements passagers", selon les statistiques publiées, vendredi, par l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA).

Cette tendance haussière a concerné la majorité des aéroports tunisiens, avec une augmentation de 8,6% pour l'aéroport international de Tunis-Carthage (5.513.475 mouvements passagers), de 12,1% pour l'aéroport international de Djerba-Zarzis (1.775.142 mouvements), de 113,6% pour l'aéroport international de Tozeur-Nefta

(21.215 mouvements) et de 7,8% pour l'aéroport international de Tabarka-Ain Drahem (2.267 mouvements).

En revanche, l'aéroport international de Sfax-Thyna a enregistré une baisse de son trafic aérien de 8% avec 119 774 mouvements.

Pour les aéroports exploités par l'OACA et par la société TAV Tunisie, une hausse de 12,7% a été enregistrée par rapport à la même période de l'année 2023 (9.798.039 passagers).

Les statistiques de l'OACA font également état d'une hausse de 5,3% du trafic commercial « mouvements avions », au cours des neuf premiers mois 2024, par rapport à la même période de 2023, avec 60 732 mouvements avions enregistrés.

Pour les mouvements avions, la hausse a été de 5,5% à l'aéroport international de Tunis-Carthage (44 622 mouvements), de 8,8% à l'aéroport international de Djerba-Zarzis (13 193 mouvements), de 50,2% à l'aéroport international de Tozeur-Nefta (320 mouvements) et de 1,5% à l'aéroport international de Tabarka-Ain Drahem (139 mouvements).

Par contre, le trafic "mouvements avions" a régressé de 10,3% à l'aéroport international de Sfax-Thyna (2454 mouvements).

Pour le trafic de survol (avions transitant par l'espace aérien tunisien), il a progressé de 16,8%, au cours des neuf premiers mois 2024 par rapport à la même période de l'année 2023 (45 921 mouvements).



Ecomondo 2024

Une trentaine d'entreprises tunisiennes aux technologies vertes à Rimini

Une trentaine d'entreprises tunisiennes opérant dans différents secteurs dont les industries agroalimentaires, le textile et le packaging participeront à la 27ème édition du salon international des technologies vertes, "Ecomondo", qui se tiendra du 5 au 8 novembre 2024, à Rimini, en Italie.

Organisée par le Centre international des technologies de l'environnement de Tunis (CITET), la participation tunisienne offrira l'occasion de connaître les dernières avancées technologiques dans le secteur de l'environnement et du traitement des déchets industriels.

Les entreprises tunisiennes participantes auront ainsi,

l'occasion de découvrir les dernières solutions technologiques, de rencontrer les acteurs clés de la transition écologique, d'établir des réseaux et de discuter de l'orientation future de l'industrie verte.

Ecomondo 2024 réunira des délégations de près de 120 pays étrangers et plus de 100 représentants africains. Il permettra d'aborder plusieurs thèmes dont le Big data, l'intelligence artificielle et les systèmes prédictifs pour la transition écologique et la gestion des effets du changement climatique, la nouvelle économie spatiale pour la surveillance de l'environnement et l'observation de la terre, l'agriculture 4.0 pour maximiser les rendements

et protéger les cultures et l'exploitation minière urbaine pour récupérer des matériaux précieux et critiques à partir des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Cette édition sera, par ailleurs, axée autour de six macro-domaines clés à savoir les déchets comme ressources, le cycle de l'eau et l'économie bleue, la bioénergie et l'agriculture, la bio-économie circulaire et régénérative, l'assainissement des sites et des sols, la surveillance et le contrôle environnemental. Au cours du salon, des prix sont décernés pour récompenser des contributions exceptionnelles dans divers domaines.



Dräxlmaier et Visteon

des exemples de la nouvelle vague d'investissements en Tunisie

Dans un récent rapport dont webmanagercenter s'est fait l'écho, au mois de mai dernier, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a fortement critiqué le rendement et la qualité de l'off shore en Tunisie lequel aurait montré ses limites. Ces dernières sont perceptibles, selon l'OCDE, à travers deux

paramètres : la faible valeur ajoutée de ses exportations qui sont pourtant importantes et l'incapacité du secteur de créer des emplois pour les jeunes hautement qualifiés.

Autre limite relevée par le rapport de l'OCDE, le peu de qualification de la main d'œuvre embauchée « la contribution des IDE à la création d'emplois est certes

importante et l'une des plus élevées de la région Mena, mais elle se limite aux emplois peu qualifiés », relève le document d'évaluation de l'OCDE.

«L'offshoring en Tunisie est en train de passer d'un modèle low-cost à un modèle axé sur l'innovation.»



Huile d'Olive

Néanmoins, le rapport a eu pour mérite de ne pas se focaliser sur les points faibles de l'off shore. Il a proposé un ensemble de réformes pouvant améliorer la qualité des IDE en Tunisie. Il s'agit globalement d'accroître la contribution des IDE à une économie fondée sur la connaissance, de créer davantage d'emplois de meilleure qualité et de stimuler la productivité globale.

Concrètement, à court terme, l'OCDE suggère une série de mesures tendant à améliorer la contribution des IDE à la productivité, à l'innovation et à une meilleure création d'emplois pour les jeunes hautement qualifiés.

Les responsables en charge de promotion de l'IDE en Tunisie en sont parfaitement conscients. Ils cogitent actuellement sur la stratégie à suivre pour continuer à attirer des IDE de plus grande qualité.

IDE: Cap sur l'innovation et les nouvelles technologies

Intervenant lors d'un récent débat organisé, le 23 avril 2024, par la Délégation de l'Union européenne en Tunisie sur le thème «Relancer les IDE dans le nouveau contexte mondial », Namia Ayadi, présidente de l'Instance tunisienne de l'investissement (TIA) a déclaré

qu'en matière d'IDE, la tendance aujourd'hui en Tunisie est à l'innovation. « Nous avons besoin de passer d'un modèle qui est basé sur une industrie à faible valeur ajoutée vers un modèle où l'innovation et les nouvelles technologies doivent être au cœur de la croissance, d'où l'enjeu pour la Tunisie d'attirer des IDE innovants, utilisant les nouvelles technologies et prenant en considération des paramètres comme le défi climatique et la relocalisation », a-t-elle dit.

Il semble que des discussions ont eu lieu, à cette fin, avec les sociétés offshore implantées dans le pays en vue de les sensibiliser à ces nouveaux déterminants et tendances de l'IDE.

«Les entreprises implantées en Tunisie répondent aux nouveaux défis de l'industrie en investissant dans la recherche et le développement.»

Apparemment le message a été entendu au regard de la qualité des nouveaux et récents réinvestissements dans des extensions.

En effet, les sociétés off shore, particulièrement, les équipementiers automobiles

Les recettes provenant de l'huile d'olive ont enregistré, depuis le début de la campagne le 1^{er} novembre 2023 et jusqu'au 30 septembre 2024, une hausse de 58%, par rapport à la même période de la campagne écoulée, pour atteindre 5 025 millions de dinars, a indiqué, samedi, l'Office national de l'huile (ONH).

Depuis le démarrage de la campagne, "la Tunisie a exporté 190 122 tonnes d'huile d'olive, dont 26 483 tonnes d'huile d'olive conditionnée d'une valeur de 765 millions de dinars, soit une hausse de 45% par rapport à la même période de la campagne 2022/2023".

En moyenne, "le prix d'une tonne d'huile d'olive vrac exportée par la Tunisie sur les marchés internationaux, a atteint 26 429 dinars, alors que le prix d'une tonne conditionnée est de 28 887 dinars".

Au cours de cette campagne, la production d'huile d'olive devrait se situer entre 210 et 220 mille tonnes, contre 217 mille tonnes, durant la saison écoulée, selon l'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI).



Voitures d'occasion

Le marché tunisien de l'automobile d'occasion traverse une crise sans précédent. Les prix ont atteint des sommets, qualifiés de "surréalistes" par Slim Ben Hkima, spécialiste du secteur lors de son intervention sur les ondes de radio ExpressFM. Cette flambée, selon lui, est due à des pratiques spéculatives et à un manque de régulation.

Contrairement aux voitures neuves dont les prix sont soumis à des facteurs économiques bien définis, le marché de l'occasion est en proie à une inflation artificielle. Pour remédier à cette situation, Ben Hkima propose plusieurs mesures, notamment la mise en place d'un cadre légal strict, la fixation de plafonds de prix et l'augmentation de l'offre de voitures populaires.

Par ailleurs, l'expert salue les efforts du gouvernement pour promouvoir les véhicules électriques, mais souligne la nécessité de poursuivre sur cette lancée pour offrir aux consommateurs des alternatives plus abordables et respectueuses de l'environnement.

donnent l'impression qu'elles ont, non seulement, bien saisi le message mais également réagi en conséquence.

L'off shore commence à s'adapter aux nouveaux déterminants de l'IDE

Deux récentes extensions de qualité méritent qu'on s'y attarde. La première est à l'actif de l'équipementier allemand Dräxlmaier. Le groupe, qui compte cinq usines en Tunisie et emploie 10 mille personnes, vient de créer un centre de recherche et d'innovation dans le pôle technologique de Sousse, avec un investissement de 100 millions de dinars (MDT). Ce centre, qui devrait générer 1000 emplois pour des ingénieurs et des jeunes diplômés, est destiné à renforcer la compétitivité du secteur au niveau national et international.

La deuxième est à l'actif de l'équipementier "Visteon », spécialisé dans la conception et la fabrication de systèmes de climatisation, d'éclairage et de composants électroniques pour automobiles ainsi que des solutions de connectivité intelligentes pour le cockpit numérique, a décidé d'agrandir son site de production en Tunisie et la création d'un nouveau TECH Centre spécialisé dans les technologies de design intérieur, la cybersécurité et les voitures connectées.

L'entreprise prévoit d'intégrer la technologie avancée d'injection de magnésium au sein de son site tunisien, avec un investissement supplémentaire de plus de 30 MDT à même de le transformer en un site intégré de référence.

«La Tunisie doit améliorer son environnement des affaires pour attirer davantage d'investissements.»

Par ailleurs, "VISTEON" envisage la création d'un nouveau TECH Centre «dédié aux technologies de pointe pour le secteur automobile», ce qui permettra «de générer 350 emplois d'ingénieurs d'ici 2026».

C'est pour dire au final que ces nouveaux investissements répondent parfaitement aux nouveaux déterminants de l'IDE de nos jours. Au nombre de ceux-ci, figurent une main-d'œuvre à qualification numérisée, une production respectueuse de l'environnement et de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et la disponibilité de sites de production de proximité.

ABOU SARRA



التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn



La BIAT lance sa nouvelle solution digitale MyBIAT Corporate

La BIAT passe à une nouvelle étape de sa transformation digitale et lance sa nouvelle offre MyBIAT Corporate. Conçue pour proposer une expérience digitale sur-mesure aux entreprises et groupes d'affaires, cette nouvelle solution sera enrichie continuellement de nouvelles fonctionnalités afin de l'adapter aux besoins spécifiques des clients et de

répondre à leurs attentes en constante évolution.

Après le lancement réussi de son offre digitale MyBIAT Retail, destinée à sa clientèle de particuliers et professionnels et comptant à ce jour plus de 370 000 utilisateurs actifs, la BIAT poursuit sa transformation digitale avec le lancement de sa nouvelle solution digitale MyBIAT Corporate. MyBIAT Corporate

est destinée à l'ensemble de la clientèle entreprises et groupes d'affaires leur permettant une gestion plus efficace de leur activité bancaire et en toute sécurité. La BIAT marque ainsi une étape cruciale dans sa stratégie de développement digital à travers une offre innovante, riche et conçue sur mesure pour s'adapter à toutes les entreprises, quelles que soient leurs tailles et leurs activités.



Ingénieurs tunisiens

Kamel Sahnoun, doyen des ingénieurs tunisiens, a tiré la sonnette d'alarme lors de son intervention sur Diwan FM. Il dénonce les salaires dérisoires proposés aux ingénieurs, tant dans le secteur public que privé, qui ne reflètent en rien leur apport crucial à l'économie nationale.

Selon lui, la Tunisie doit s'inspirer des pays d'Asie de l'Est qui ont su valoriser leurs compétences en ingénierie, leur permettant ainsi de se développer rapidement. Pour ce faire, il préconise une revalorisation salariale significative, une amélioration des conditions de travail et un environnement d'investissement plus attractif.

Sahnoun souligne également l'importance d'éradiquer la bureaucratie qui freine l'innovation et le développement. Il appelle à la mise en place de fonds dédiés pour attirer et retenir les compétences, tout en soulignant le fossé salarial considérable entre les ingénieurs tunisiens et leurs homologues marocains.

Représentant plus qu'une simple plateforme bancaire en ligne, MyBIAT Corporate est le fruit d'une étroite collaboration entre la BIAT et sa clientèle entreprises. Elle a été conçue selon une démarche participative, à l'instar de MyBIAT Retail, dans le but de garantir une solution parfaitement adaptée aux attentes et aux besoins spécifiques de chaque utilisateur. Ainsi, à la suite d'entretiens et de focus groupes organisés par la banque, des clients chefs d'entreprises, responsables financiers et autres ont pu contribuer à imaginer et tester les fonctionnalités et parcours de la première version de l'offre.

Aujourd'hui, forte d'un périmètre fonctionnel riche grâce à l'adhésion à la phase de bêta-test de plus de 2 200 TPME et 200 grandes entreprises, MyBIAT Corporate met à la disposition de sa clientèle une formule classique avec un périmètre fonctionnel de premier niveau ainsi que des profils utilisateurs standards et une formule Premium enrichie par des modules optionnels concernant les opérations de masse telles que les virements multiples ou encore la gestion des habilitations personnalisées, adaptée à chaque besoin d'entreprise.

MyBIAT Corporate a été pensée pour offrir une expérience fluide et agréable aux utilisateurs ;

des menus simplifiés, un design ergonomique et une navigation intuitive leur permettent de gérer facilement leurs opérations quotidiennes, quelles que soient leurs complexités et avec un minimum de clics.

MyBIAT Corporate propose une multitude de fonctionnalités allant de la consultation des comptes, des placements et des dossiers AVA (Allocations pour Voyages d'Affaires) au suivi des titres de commerce extérieur, des chèques et effets avec également l'assistance en cas d'information ou réclamation. De plus, le téléchargement de documents afférents aux comptes de l'entreprise cliente est offert avec une ancienneté allant jusqu'à 12 mois.

Appelée à évoluer, *MyBIAT Corporate* sera régulièrement enrichie notamment par les suggestions recueillies auprès des entreprises utilisatrices.

Au-delà de sa richesse fonctionnelle, *MyBIAT Corporate* offre un très haut niveau de sécurité et de maîtrise à l'entreprise grâce aux protocoles de sécurité technique mis en place, à la double validation des opérations et à la gestion personnalisable des habilitations.

La BIAT a intégré la transformation digitale dans une stratégie ambitieuse visant à moderniser

ses services et à optimiser l'expérience client. En mettant en place des solutions numériques innovantes telles que *MyBIAT*, la banque entend offrir à ses clients des services de banque à distance entièrement repensés, simplifiés, adaptés à leurs besoins et bénéficiant d'une certification en matière de sécurité, accordée par des cabinets tunisiens et internationaux.

Informations pratiques :

Le détail des fonctionnalités offertes par *MyBIAT Corporate* est disponible sur le site web dédié : www.mybiat-corporate.tn
Comment bénéficier de *MyBIAT Corporate* ?

Il suffit de se présenter à l'agence BIAT du client pour signer la convention d'adhésion à l'offre *MyBIAT Corporate*, créer les profils et habilitations conformément au besoin de l'entreprise et avoir par la suite le lien d'auto-souscription lui permettant d'y accéder.

Comment accéder à *MyBIAT Corporate* après avoir effectué l'auto-souscription ?

- A partir d'un ordinateur, *MyBIAT Corporate web* est accessible sur le lien : <https://onlinecorporate.mybiat.tn> ou via l'accès privé à travers le site web : www.mybiat-corporate.tn

- A partir d'un smartphone, *MyBIAT Corporate mobile* est accessible sur les 3 stores (Google Play, AppStore et AppGallery)

Pour tout besoin d'information ou d'assistance, contactez la BIAT :

- Par téléphone au 31 31 20 72
- Par E-mail : cmybiatcorporate@biat.com.tn

A propos de la BIAT :

Banque universelle, acteur de référence en Tunisie, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe bancaire solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement, de l'intermédiation boursière et du conseil. Implantée sur tout le territoire, la BIAT compte aujourd'hui 206 agences à travers toute la Tunisie. Près de 2000 collaborateurs travaillent au service de tous ses clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises et institutionnels.

Très attentive à sa responsabilité sociétale, la BIAT a traduit son positionnement citoyen par de nombreux engagements. La création de la Fondation BIAT pour la jeunesse tunisienne, au printemps 2014, en est emblématique et ancre cet engagement de façon pérenne. www.biat.com.tn



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



BTE au Forum des Pharmaciens 2024

Des services Bancaires sur mesure pour les professionnels de la Santé

Le septième Forum des Pharmaciens a été inauguré le jeudi 26 septembre 2024, au Centre des Expositions du Kram à Tunis. Cet événement représente une plateforme essentielle rassemblant les acteurs du secteur pharmaceutique.

Pour la deuxième année, La Banque de Tunisie et des Emirats (BTE) participe à ce forum, marquant son engagement envers les professionnels de la santé. Karim Hakimi, directeur de la location financière et des

financements spécialisés à la BTE, a souligné que la banque prévoit d'offrir des propositions spécifiques aux pharmaciens, médecins et laboratoires présents.

Hakimi a déclaré : « Nous présenterons au cours de ce forum des services innovants avec des taux préférentiels sur les crédits de location financière et de consommation, ainsi que de nombreux autres services bancaires. » Il a exprimé l'espoir que ces nouvelles offres

trouvent un écho favorable auprès des participants : « Nous espérons que les médecins et les pharmaciens trouveront ce qu'ils recherchent parmi nos propositions et qu'ils deviendront nos clients. »

Il convient de noter que le septième Forum des Pharmaciens constitue un rassemblement incontournable pour tous les professionnels des pharmacies, attirant des participants de Tunisie, des pays du Maghreb et du continent africain.



H O R S - S É R I E



Épargne

Placements

Le Guide
2024

Épargne retraite





«Flywheel»

Un accélérateur pour les startups tunisiennes, mais connaissez-vous ses résultats ?

Le programme "Flywheel" d'appui à l'écosystème des Startups, lancé, en mars 2021, par Smart Capital, a jusque-là réussi à mobiliser environ 12,2 MD au profit de startups

et de Structures de Soutien de l'écosystème (SSO), a fait savoir la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à l'issue du "Flywheel Synergy Brunch", rencontre organisée

à la fin de la semaine dernière pour faire le point sur le bilan de ce programme.

"Flywheel", cofinancé par la Banque Mondiale et GIZ Tunisie

a également, favorisé la création de 503 emplois, dont plus de 385 directs. Plus de 30% des emplois sont occupés par des femmes. Par ailleurs, 35% des start-ups soutenues sont dirigées par des femmes fondatrices ou co-fondatrices.

"Flywheel" repose sur 4 mécanismes d'appui aux Startups et aux SSO. Il s'agit de l'instrument "AIR", destiné à appuyer les startups en phase de démarrage à développer leurs MVP (Produit Minimum Viable). Selon la CDC, le bilan de cet instrument s'élève jusque-là à 124 bénéficiaires et 3,7 MD mobilisés pour accompagner le développement des POCs (proof

of concept-preuve de concept).

Le deuxième mécanisme c'est "AIR2" (Instrument relais pour la préparation à l'investissement). Ce mécanisme a bénéficié à 25 start-uppeurs, ayant reçu chacun un financement de 200 000 dinars pour se préparer à une levée de fonds. Le troisième mécanisme lancé c'est l'instrument "DEAL" (Don d'encouragement au lancement de nouveaux projets) avec 3,1 MD mobilisés pour soutenir 19 projets portés par 19 SSOs bénéficiaires. Le quatrième mécanisme c'est l'instrument "SAIL" (Subvention aux accélérateurs et incubateurs labellisés) ayant profité à 14 SSOs bénéficiaires moyennant

450 000 D mobilisés.

Les responsables de "Flywheel" ont, à cette occasion, assuré que ce programme continue de se développer pour répondre aux besoins évolutifs des entrepreneurs tunisiens, avec de nouveaux mécanismes en préparation, visant à consolider le rôle de la Tunisie comme leader régional de l'innovation.

Smart Capital est une société agréée par le Conseil du Marché Financier (CMF) et mandatée par l'État Tunisien pour déployer son programme national, "Start-up Tunisia".





La jeunesse tunisienne brille sur la scène internationale

Enactus triomphe !

« Rien n'est plus délicieux que l'attente de ce qui paraît inéluctable » nous citons l'auteur Anne Bernard et il était inéluctable qu'Enactus Tunisie arrache enfin le championnat Enactus Worldcup après un dur labeur et des années à perfectionner les projets et les présentations.

Et comme tout arrive à point à celui qui sait attendre, Enactus

Tunisie a été doublement sacrée et primée !

Tout d'abord pour l'Enactus world cup, soit un prix de 15.000 \$ et dans le cadre de l'Action avec le GIZ Africa, un prix de 9.000 euros récompensant 4 équipes : Enactus université de Gafsa , Enactus TBS, Enactus Esprit School of Business et Enactus Limit'ess Islai Beja.

La jeunesse tunisienne, lorsqu'elle est soutenue et encouragée, démontre un potentiel extraordinaire, comme en témoigne le succès retentissant d'Enactus Tunisie.

Espérons que cette dynamique positive se poursuive.

A.B.A

WMC Le mag



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique
hebdomadaire
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques
TTPresse (+ de 20.000 abonnés)
+ PressReader.com + ePresse.fr



Placement des compétences tunisiennes

Focus sur l'Europe et le Canada en 2024

L'Agence tunisienne de coopération technique (ATCT) œuvre à mettre en place une nouvelle stratégie basée sur la gouvernance de la coopération technique et le placement des compétences tunisiennes à l'étranger de manière à réaliser un équilibre entre les besoins nationaux en compétences et les offres de recrutement à l'étranger, a souligné le directeur général de l'ATCT, Mohamed Bliidi.

Dans une interview accordée à Tunis Afrique Presse (TAP) Bliidi a indiqué que l'ATCT a misé, à travers les négociations avec ses partenaires étrangers, sur l'établissement d'un partenariat

basé sur le bénéfice mutuel, notant que l'agence traite les offres de recrutement à l'étranger avec prudence, afin de ne pas épuiser le réservoir national de compétences.

Il a expliqué que l'ATCT s'emploie à orienter les demandes de recrutement à l'étranger vers les diplômés et les spécialités ayant des difficultés d'intégration sur le marché du travail en Tunisie et a convenu avec certains pays comme le Canada d'éviter les spécialités demandées en Tunisie.

A cet égard, il a indiqué que l'ATCT a entamé les négociations

avec la partie canadienne en coordination avec le ministère de l'éducation, afin de recruter une centaine d'enseignants des cycles primaires et secondaires, dans le cadre d'une première expérience qui pourrait être développée si elle répond aux attentes des deux parties, notant que la partie tunisienne espère à travers cette expérience, fournir des postes d'emploi à l'étranger aux diplômés dans certaines filières qui offrent une surcharge sur le marché local, tels que les enseignants d'éducation physique et les enseignants en situation de précarité.

En ce qui concerne le secteur

de la santé, le directeur général de l'ATC a souligné que le recrutement du personnel paramédical en Tunisie se faisait par le biais de contrats de travail de manière directe avec les établissements hospitaliers et sociaux canadiens, ou à travers les bureaux d'emploi privés.

"Ces contrats de travail ne répondent pas au niveau minimum requis en termes de classification à l'échelle professionnel, a-t-il précisé, expliquant que les infirmiers sont recrutés par contrats en tant qu'assistants ou auxiliaires de santé étant donné le diplôme d'infirmier en Tunisie n'est pas reconnu en tant que tel au Canada et le salaire ne dépasse pas la moitié du salaire d'une infirmière au Canada.

Pour résoudre ce problème, l'ATCT est parvenue, après des négociations avec la partie canadienne (le ministère de l'Immigration, du Français et de l'Intégration du gouvernement du Québec) à limiter les affectations des aides-soignants au même poste au Canada, vu les difficultés d'obtention des diplômes d'équivalence.

Le recrutement des infirmiers tunisiens a été effectué par la suite, dans le cadre d'un programme élaboré par le gouvernement de la province du Québec, qui comprend la formation des infirmiers tunisiens

durant une période de 1 an, aux frais de la partie canadienne, y compris le logement, le transport et une bourse, avant de passer un examen qui permet aux lauréats d'obtenir un certificat d'exercice de la profession d'infirmiers attribuée par le conseil de l'ordre des infirmiers du Québec, considérée comme une reconnaissance au diplôme, selon Bliidi.

Selon le dernier bilan de placement des compétences tunisiennes, le responsable a affirmé que le nombre total des recrutés à l'étranger est passé à 26 mille jusqu'au 31 août 2024, dont 56 pc dans les pays arabes, 28% en Europe et 12% au Canada.

A la même date, 2 546 Tunisiens ont été recrutés à l'étranger contre 2 826 Tunisiens au cours de la même période de l'année dernière, soit une baisse de 10 %. Sur le plan géographique, l'Allemagne occupe la première place avec 461 affectations, suivie du Canada avec 454 affectations et le sultanat d'Oman avec 303 affectations.

Le directeur général de l'[ATCT](#) a souligné que le taux de recrutement dans les pays du Golfe a baissé en raison de l'autosuffisance dans certaines spécialités, contrairement aux demandes croissantes sur les nouveaux marchés européens

tels que l'Allemagne, l'Italie et la France.

Le placement des compétences tunisiennes dans les pays arabes est passé de 76% en 2017 à 57% en 2023, tandis qu'en Europe ce taux est passé de 12% en 2017 à 26% en 2023.

Le directeur général de l'Agence tunisienne de coopération technique a déclaré que l'année 2023 a été exceptionnelle en termes d'offres de recrutement, en particulier dans le secteur de la santé et de l'éducation, notamment avec les besoins en matière de personnel médical après la pandémie du Covid 19.

D'autre part, il a souligné le rôle important de l'ATCT dans l'impulsion de la coopération trilatérale et de la coopération Sud-Sud, notant que 14 experts tunisiens ont été envoyés en Guinée et en Jordanie, depuis le début de cette année jusqu'au 31 août, selon les dernières statistiques de l'agence.

Au cours de la même période, des sessions de formation ont été organisées au profit de 94 cadres de plusieurs pays Africains et arabes afin de prendre connaissance de l'expérience tunisienne dans les domaines de la coopération technique, de la promotion des exportations, de l'irrigation, de l'éducation.



Bourse de Tunis

le TUNINDEX chute de 0,7 % malgré une hausse annuelle de 13,2 %

Le marché boursier a terminé, la semaine du 30 septembre au 4 octobre, sur une note morose, glissant de 0,7 % à 9908,5 points. La performance annuelle du TUNINDEX se maintient, néanmoins, en territoire positif (+13,2 %), selon l'analyse de l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

La semaine a été marquée par une accélération notable du rythme des échanges, cumulant une enveloppe bien garnie de 202,6 MD.

Les échanges ont amplement profité du dynamisme du marché des blocs. En effet, quatre transactions de bloc ont animé la séance du mercredi, amassant

un flux global de 173,6 MD. Les transactions ont porté sur les titres OTH (trois transactions pour 169,5 MD) et ATB (une transaction pour 4,1 MD).

Analyse des Valeurs :

Le titre SOTEMAIL continue à chapeauter le palmarès de la côte.

Sans faire l'objet de transactions, l'action du spécialiste des carreaux en céramique s'est envolée de 22,3 % à 1,590 D.

Le titre TAWASOL GROUP HOLDING a figuré parmi les plus grands gagnants de la semaine. L'action du holding a affiché une embellie de 7 % à 0,760D, et ce,

en brassant un volume limité de 107 mille dinars.

Le titre MAGASIN GENERAL s'est placé en lanterne rouge du TUNINDEX.

L'action du spécialiste de la grande distribution a régressé de 9,2 % à 6,710 D, dans des échanges dérisoires de 6 mille dinars.

Grâce aux transactions de bloc susmentionnées, le titre OTH a dominé le palmarès des échanges. L'action de l'exportateur national a pris 3,5 % à 9,450 D, en alimentant le marché avec des capitaux nourris de 173,8 MD.



Bourse de Tunis

Les banques tunisiennes affichent de bons résultats au 1er semestre 2024

Durant le premier semestre de l'année 2024, le résultat de l'ensemble des sociétés composant le secteur financier ; qui est le plus représenté avec 28 sociétés cotées; a connu une progression de 6% par rapport à la même période de l'année 2023, totalisant ainsi 991 MD contre 934 MD au 30 juin 2023.

Les 12 banques cotées ont réalisé un résultat semestriel global de 831 MD, en légère progression soit, 5,5% par rapport à la même période de l'année 2023. La progression du résultat semestriel a touché 8 banques. La meilleure performance revient à la BNA avec une évolution de 47,1%.

Concernant les 6 compagnies d'assurances cotées, elles ont

affiché un résultat semestriel global en légère régression de 1,5% pour se situer à 76 MD contre 78 MD pour le premier semestre 2023.

Pour les 7 sociétés de leasing cotées, le résultat global a progressé de 10,8% par rapport à la même période de l'année 2023 pour atteindre 51MD contre 46MD.

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

09/10/2024

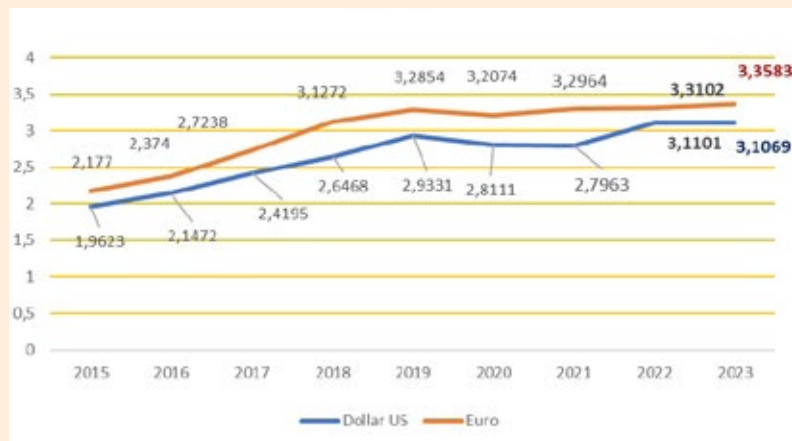
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2317
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,2518
DOLLAR DES USA	USD	1	3,0717
LIVRE STERLING	GBP	1	4,0226
YEN JAPONAIS	JPY	1000	20,6552
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,1397
FRANC SUISSE	CHF	10	35,8745
EURO	EUR	1	3,3680
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6439
Yuan Chinois	CNY	1	0,4359

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1106	3,4209
6 MOIS	3,1463	3,4719

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023



7,99%
TMM
09/10/2024

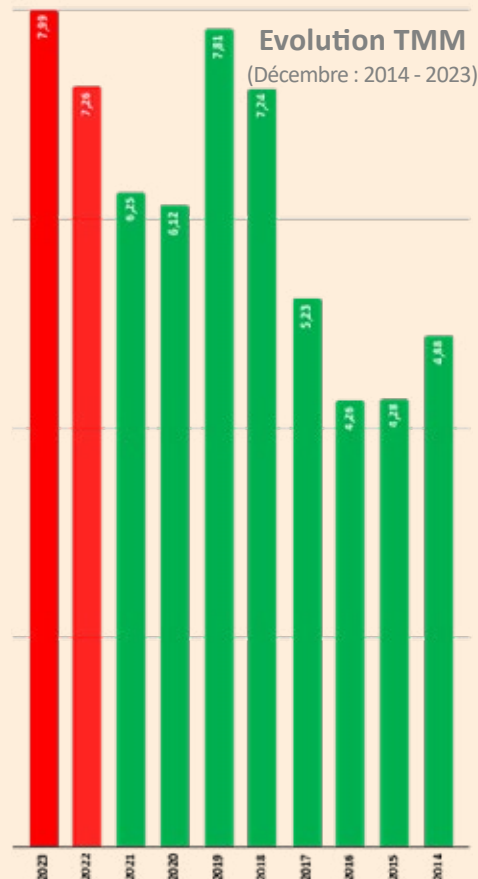
8,00%
TID
09/10/2024

7,99%
TMM
Septembre 2024

7,00%
TRE
Octobre 2024

24,516
Milliard
Avoirs en devise
09/10/2024

111
Jours
d'importations
09/10/2024



Tunindex

9 908,50

Var. Année **13,23 %**
04/10/2024

Tunindex 20

4 408,89

Var. Année **15,24 %**
04/10/2024

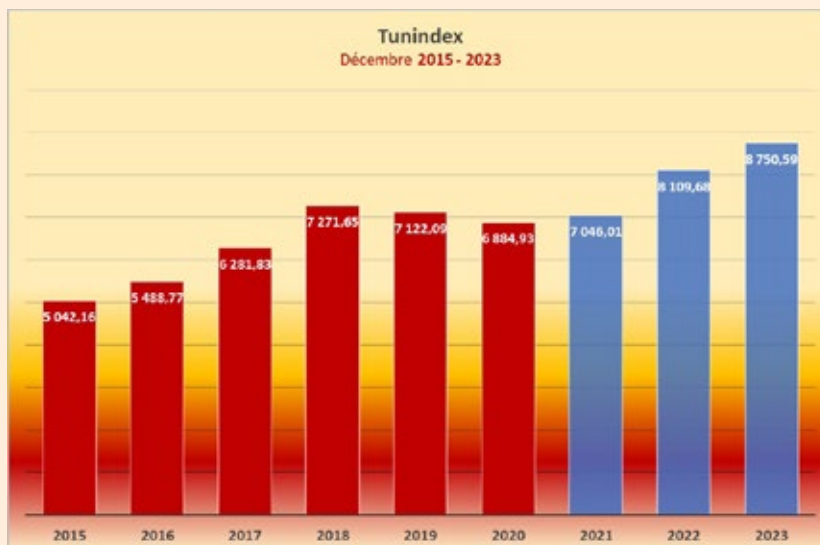
Volume semaine **206,950** Million DT

Capitalisation **26,03** Milliard DT

PER marché **9,17**
(Aout)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	7 503,73	14,53%
8300	Banques	6 988,10	14,55%
8500	Assurances	14 629,45	2,72%
8700	Services Financiers	12 212,93	32,97%
5000	Services aux Consommateurs	3 018,21	0,52%
5300	Distribution	4 755,17	0,52%
3000	Biens de Consommations	8 220,18	17,06%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	10 064,06	15,29%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 660,70	22,55%
2000	Industries	1 715,14	3,38%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	705,80	-0,24%
1000	Matériaux de Base	4 533,26	16,09%



+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL		22,96%
AIR LIQUIDE TSIE		8,84%
TAWASOL GP Holding		7,04%
BH ASSURANCE		4,49%
OFFICEPLAST		4,12%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
BTE (ADP)		-12,05%
MAGASIN GENERAL		-9,20%
CIMENTS DE BIZERTE		-8,33%
MONOPRIX		-6,36%
BH LEASING		-4,60%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL		-47,13%
AKIMIA		-43,53%
CIMENTS DE BIZERTE		-41,49%
SOMOCER		-41,10%
MIP		-35,71%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
SOTETEL		68,89%
LAND'OR		57,50%
MPBS		56,16%
SIPHAT		52,66%
CELLCOM		47,80%

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		04/10/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2023	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								14 569,215
BANQUES								12 135,277
Amen Bank	5	30 264 000	33,500	44,000	43,900	-0,23%	31,04%	1 328,590
ATB	1	100 000 000	2,700	2,960	2,980	0,68%	10,37%	298,000
BH Bank	5	47 600 000	11,950	13,770	13,750	-0,15%	15,06%	654,500
BIAT	5	35 700 000	91,900	108,910	106,000	-2,67%	15,34%	3 784,200
BNA	5	64 000 000	8,130	7,940	7,980	0,50%	-1,85%	510,720
Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,380	5,200	5,150	-0,96%	-4,28%	1 390,500
BTE (ADP)	20	1 000 000	4,970	4,400	3,870	-12,05%	-22,13%	3,870
STB	5	155 375 000	3,740	2,980	2,870	-3,69%	-23,26%	445,926
Attijari Bank	5	42 000 000	46,140	53,200	53,300	0,19%	15,52%	2 238,600
UBCI	5	20 001 529	22,500	24,560	23,460	-4,48%	4,27%	469,236
UIB	5	32 560 000	25,900	23,000	22,670	-1,43%	-12,47%	738,135
Wifack Bank	5	30 000 000	8,700	9,130	9,100	-0,33%	4,60%	273,000
ASSURANCES								1 327,911
ASTREE	5	6 000 000	48,500	46,000	46,000	0,00%	-5,15%	276,000
BH Assurances	5	2 660 000	48,750	47,260	49,380	4,49%	1,29%	131,351
STAR	10	2 307 693	176,700	165,000	167,000	1,21%	-5,49%	385,385
Tunis RE	5	20 000 000	7,200	7,090	7,090	0,00%	-1,53%	141,800
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	52,450	53,250	53,250	0,00%	1,53%	239,625
MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,040	6,150	6,150	0,00%	1,82%	153,750
LEASING								698,070
ATL	1	32 500 000	3,600	3,900	3,970	1,79%	10,28%	129,025
BH Leasing	5	7 000 000	3,240	4,350	4,150	-4,60%	28,09%	29,050
Best Lease	1	30 000 000	2,000	2,300	2,300	0,00%	15,00%	69,000
CIL	5	7 000 000	19,190	21,850	22,000	0,69%	14,64%	154,000
Hannibal Lease	5	11 000 000	5,270	7,450	7,450	0,00%	41,37%	81,950
Attijari Leasing	10	2 750 000	16,800	19,650	19,100	-2,80%	13,69%	52,525
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	13,000	16,880	16,900	0,12%	30,00%	182,520
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								407,958
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	48,950	46,010	46,010	0,00%	-6,01%	46,010
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,500	12,500	12,600	0,80%	48,24%	352,800
Tuninvest Sicar	1	966 000	9,000	9,470	9,470	0,00%	5,22%	9,148
INDUSTRIES								10 111,720
HOLDING								2 361,812
OneTech Holding	1	80 400 000	8,920	9,130	9,450	3,50%	5,94%	759,780
Poulina GH	1	180 003 600	8,000	9,000	8,900	-1,11%	11,25%	1 602,032
AGRO-ALIMENTAIRE								4 002,619
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	11,700	15,000	15,250	1,67%	30,34%	837,336
LAND'OR	1	13 784 285	6,000	9,730	9,450	-2,88%	57,50%	130,261
SFBT	1	247 500 000	12,450	12,250	12,000	-2,04%	-3,61%	2 970,000
SOPAT	1							0,000
PHARMACEUTIQUE								242,332
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	3,760	5,900	5,740	-2,71%	52,66%	10,332
UNIMED	1	32 000 000	7,480	7,290	7,250	-0,55%	-3,07%	232,000
COMPOSANTS AUTOMOBILE								45,190
ASSAD	1	24 000 000	0,840	0,660	0,640	-3,03%	-23,81%	15,360
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,530	0,380	0,370	-2,63%	-30,19%	3,899
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,540	4,180	4,000	-4,31%	-11,89%	16,831

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	04/10/2024 De la semaine			
CIMENTIER								725,221
Carthage Cement	1	343 624 940	1,970	2,040	2,040	0,00%	3,55%	700,995
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,940	0,600	0,550	-8,33%	-41,49%	24,226
CHIMIE								354,678
Air Liquide	25	1 637 504	81,120	84,490	91,960	8,84%	13,36%	150,585
ALKIMIA	10	1 947 253	29,770	17,600	16,810	-4,49%	-43,53%	32,733
ICF	10	2 100 000	71,400	81,500	81,600	0,12%	14,29%	171,360
INDUSTRIES DIVERSES								2 231,225
AMS								0,000
Euro-Cycle	1	9 801 000	15,950	12,850	12,700	-1,17%	-20,38%	124,473
MPBS	2	10 334 430	5,360	8,160	8,370	2,57%	56,16%	86,499
New Body Line	1	4 250 400	5,300	4,880	4,740	-2,87%	-10,57%	20,147
Office PLAST	1	14 662 164	1,220	0,970	1,010	4,12%	-17,21%	14,809
SAH Lilas	1	84 015 979	9,100	10,030	10,190	1,60%	11,98%	856,123
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	4,400	6,050	5,950	-1,65%	35,23%	33,092
SIAME	1	15 444 000	3,820	3,530	3,550	0,57%	-7,07%	54,826
SANIMED	1,109	12 400 000	1,260	1,170	1,120	-4,27%	-11,11%	13,888
SOMOCER	1	40 656 000	0,730	0,430	0,430	0,00%	-41,10%	17,482
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,140	1,350	1,660	22,96%	-47,13%	57,292
SOTUVER	1	39 254 475	12,000	11,900	11,910	0,08%	-0,75%	467,521
SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,630	5,170	5,250	1,55%	-6,75%	147,966
SOTRAPIL	5	4 138 200	14,950	13,850	13,800	-0,36%	-7,69%	57,107
TPR	1	50 000 000	4,970	5,700	5,600	-1,75%	12,68%	280,000
IMMOBILIER								76,470
SIMPAR	5	1 100 000	35,010	34,400	34,400	0,00%	-1,74%	37,840
SITS	1	15 600 000	1,700	1,900	1,900	0,00%	11,76%	29,640
ESSOUKNA	1	5 050 500	1,500	1,740	1,780	2,30%	18,67%	8,990
TECHNOLOGIE								72,172
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,280	0,270	-3,57%	-18,18%	0,600
TELNET Holding	1	12 130 800	7,700	5,750	5,900	2,61%	-23,38%	71,572
SERVICES								1 444,512
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								857,188
ARTES	1	38 250 000	6,500	6,790	6,750	-0,59%	3,85%	258,188
CITY CARS	1	18 000 000	12,480	12,300	12,150	-1,22%	-2,64%	218,700
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,500	10,940	10,880	-0,55%	-12,96%	326,400
UADH	1	36 953 847	0,650	0,430	0,420	-2,33%	-35,38%	15,521
STA	1	2 000 000	19,500	18,990	19,190	1,05%	-1,59%	38,380
AUTRES SERVICES								192,302
CELLCOM	1	4 461 532	1,590	2,300	2,350	2,17%	47,80%	10,485
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,280	0,320	0,320	0,00%	14,29%	3,292
MIP	1	4 398 937	0,140	0,090	0,090	0,00%	-35,71%	0,396
TUNISAIR	1	106 199 280	0,440	0,380	0,370	-2,63%	-15,91%	39,294
SMART Tunisie	5	8 677 237	16,530	16,700	16,000	-4,19%	-3,21%	138,836
TELECOMMUNICATIONS								113,122
SERVICOM	1	11 874 000	0,220	0,240	0,240	0,00%	9,09%	2,850
SOTETEL	5	4 636 800	3,600	6,180	6,080	-1,62%	68,89%	28,192
Tawasol GH	1	108 000 000	0,710	0,710	0,760	7,04%	7,04%	82,080
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								281,900
Sotumag	1	13 200 000	5,080	6,250	6,270	0,32%	23,43%	82,764
Magasin General	1	15 777 070	7,990	7,390	6,710	-9,20%	-16,02%	105,864
Monoprix	2	25 345 736	5,140	3,930	3,680	-6,36%	-28,40%	93,272
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i> source: BVMT								26 125,447

Evolution de l'épargne totale

Décembre	A	B	C	D	Cumul
2009	7,6	0,80	2,4	0,0087	10,81
2010	8,4	0,79	2,6	0,0093	11,80
2011	9,4	0,78	2,9	0,0094	13,09
2012	10,9	0,78	3,4	0,0093	15,09
2013	11,5	0,75	3,6	0,0088	15,86
2014	12,5	0,75	3,8	0,0090	17,06
2015	13,6	0,75	4,1	0,0083	18,46
2016	15,1	0,78	4,5	0,0091	20,39
2017	16,8	0,78	5,1	0,0094	22,69
2018	18,6	0,80	5,9	0,0102	25,31
2019	20,2	0,83	6,5	0,0109	27,54
2020	23,2	0,93	7,0	0,0115	31,14
2021	25,5	0,99	7,6	0,0128	34,10
2022	28,0	1,02	8,2	0,0134	37,23
2023*	28,8	1,04	8,5	0,0130	38,35

(Source: BCT)

(unité: milliards de dinars)

- A : Epargne totale auprès des banques (hors épargne logement)
- B : Epargne logement auprès de la Banque de l'Habitat
- C : Epargne totale auprès du CEP
- D : Epargne en devise auprès du CEP



- Chiffres à fin décembre de chaque année

* Chiffres 2023 à fin MAI

Dessalement de l'eau de mer

La seule solution pour garantir l'approvisionnement en eau ?



Selon Saâd Seddik, ancien ministre de l'agriculture dans le gouvernement de Habib Essid (2015 -2016), la situation de l'eau en Tunisie est grave en raison du manque de ressources disponibles, que ce soit pour l'eau potable ou celle destinée à l'irrigation.

Par les chiffres, Saad Seddik, qui est hydrologue de formation, a rappelé que le taux de remplissage des barrages est très faible par rapport aux années précédentes, et « que le pays a enregistré un manque d'eau dans les barrages d'environ 90 millions de mètres cubes par rapport à l'année dernière ».

D'après lui « la quantité d'eau dans les barrages tunisiens est aujourd'hui d'environ 520 millions de mètres cubes, soit 23 %, ce qui est un taux très faible ».

Saad Seddik a estimé que sans «les stations de dessalement d'eau de mer de Djerba, Zarat à Gabès et Sfax, la situation aurait été plus difficile qu'elle ne l'est aujourd'hui».

L'ancien ministre de l'Agriculture, qui s'exprimait sur les ondes de la radio privée Diwan Fm, devrait proposer deux pistes pour améliorer la disponibilité de l'eau potable et l'eau d'irrigation, et ce, en sa qualité d'ancien haut cadre

du ministère de l'agriculture, ancien PDG de la SONEDE, Directeur général du génie rural et de l'exploitation des eaux, puis directeur général des barrages et des grands travaux hydrauliques. Il pense que l'évolution vers les eaux non conventionnelles est stratégique, ce qui nécessite, d'après lui, le doublement des stations de dessalement de l'eau de mer afin de parvenir à une plus grande sécurité en matière d'eau potable.

Concernant l'eau d'irrigation, Il a appelé à se concentrer sur les eaux usées pour l'irrigation après leur triple traitement –bien leur triple traitement-.

Parallèlement, il a souligné la nécessité de poursuivre la construction de barrages et de ne pas sous-estimer l'importance des petits ouvrages hydraulique (lacs collinaires...) en raison de leur rôle important dans la réduction de la pression sur les eaux gérées par la SONEDE.

ABS



Quel est le coût de l'élection présidentielle tunisienne de 2024 ?

L'élection présidentielle tunisienne de 2024, dont le premier tour se déroule aujourd'hui, 6 octobre 2024, mobilise des ressources financières et logistiques considérables. Mahmoud El-Ouaer, membre de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections (ISIE), a indiqué que le budget total alloué à cette élection s'élève à près de 92 millions de dinars pour les deux tours, soit environ 45 millions de dinars par tour.

Une part significative de ce budget, environ 30%, est consacrée aux agents et employés recrutés pour

l'occasion. Au total, 42 000 agents ont été mobilisés dans plus de 5 000 centres de vote à travers les différents gouvernorats du pays. Cette mobilisation vise à garantir le bon déroulement du scrutin et à assurer une participation électorale optimale.

Le budget couvre également d'autres dépenses essentielles, telles que l'allocation de près de 11 millions de dinars au ministère de la Défense nationale, conformément à un accord conclu pour l'occasion, et de 4 millions de dinars au ministère de l'Intérieur. De plus, 2 millions de dinars ont été consacrés au ministère de l'Éducation,

étant donné que la plupart des centres de vote sont aménagés dans des écoles, et près de 7 millions de dinars ont été alloués à l'Imprimerie officielle de la République tunisienne.

Afin de rationaliser les dépenses, l'ISIE a optimisé le nombre de centres et bureaux de vote. Le nombre de centres de vote est passé de 4 500 à plus de 5 000, tandis que le nombre de bureaux de vote a été réduit de 11 000 à près de 9 000. Cette restructuration vise à améliorer l'efficacité du processus électoral tout en maîtrisant les coûts.



Modèle social tunisien

Crise profonde ou simple perturbation ?

Dédiée au centenaire de la naissance du mouvement syndical national tunisien (1924 – 2024), la 31ème session de l'université d'été de la Fondation Mohamed Ali Hammi (FMAH), s'est tenue, les 6, 7 et 8 septembre, à Hammamet, sur le thème « Comment se positionner dans un monde en pleines mutations ? Proposition d'alternatives citoyennes ».

Plantant le décor, Habib Guiza

président de la FMAH a tenu à situer l'université d'été dans ses contextes interne et externe avec une mention spéciale le contexte actuel : l'élection présidentielle 2024.

Avant de penser à l'international, régler nos affaires internes

Il a déclaré : "Pour aborder la question de notre positionnement dans le contexte international, nous devons d'abord régler nos

affaires internes. Nous croyons que le véritable enjeu est de reprendre le processus de transition démocratique qui s'est écarté de son parcours initial."

Il a ajouté : "Nous ne sommes pas engagés dans une compétition politique, mais en tant que société civile et mouvement syndical, nous avons des responsabilités nationales et citoyennes. Nous tenons aux libertés, considérées comme un acquis de ce que l'on appelle la décennie noire, et nous

défendons l'État de droit et les institutions, tout en respectant la justice et ses décisions ».

Quant aux candidatures pour la présidence, il a affirmé : "Chaque Tunisien a le droit de s'y présenter, mais il est essentiel de connaître les programmes économiques et politiques des candidats pour éviter de revenir à la période de la Troïka et de Nidaa Tounes, ce qui est inacceptable. Nous tenons aux libertés non pas dans leur dimension libérale mais dans leur essence économique et de développement."

“Le véritable enjeu est de reprendre le processus de transition démocratique qui s’est écarté de son parcours initial.” - Habib Guiza

Concernant le volet social, il a indiqué que l'objectif principal de cette Université d'Été est de revisiter l'actuel modèle social tunisien en profonde crise structurelle et de proposer une alternative citoyenne.

« Déjà à la veille des événements de décembre 2010-Janvier 2011, le « modèle social tunisien » était en profonde crise qui a constitué le terreau favorable des émeutes de décembre 2010 et de janvier 2011 », a-t-il relevé.

“ Déjà à la veille des événements de décembre 2010-Janvier 2011, le « modèle social tunisien » était en profonde crise qui a constitué le terreau favorable des émeutes de décembre 2010 et de janvier 2011

Pour Habib Guiza, ce qu'on aurait dû réussir à la faveur de l'acte de rupture qui a eu lieu en 2011, ce n'est pas la transition démocratique à laquelle les tunisiens n'étaient pas préparés mais plutôt la transition sociale et l'élaboration d'un nouveau contrat social.

« Malheureusement cette situation sociale s'est considérablement aggravée par la conjonction de facteurs internes et de facteurs externes » a-t-il dit.

Au plan interne, plus de trois années après ce coup de force, qui, quoiqu'on en dise, a recueilli une vaste approbation populaire ; et à la veille des élections présidentielles, sur des points importants la visibilité n'est pas nette. Le besoin est urgent de contribuer à améliorer cette visibilité.

Au plan externe, le changement politique du 25 juillet 2021, s'est déroulé alors que le monde est entré dans un contexte

international exceptionnel : crise du Covid 19, guerre russo-ukrainienne, guerre de Gaza. Ces deux derniers conflits, aux importantes conséquences ressenties au niveau économique et social, restent ouverts à des risques majeurs et mettent le monde dans une situation d'incertitude durable.

Pour revenir aux travaux de l'université, ils ont été axés sur trois grands thèmes : une lecture actualisée de la crise du « modèle social tunisien », crises et perspectives, identification de nouveaux acteurs et leviers de changement et réinvention d'une nouvelle solidarité.

Globalement, le débat a été autour de deux axes : le diagnostic et les propositions citoyennes.

Diagnostic : une situation délétaire qui a trop duré

Dans une longue communication de grande facture (40 pages), intitulée « Le modèle social tunisien, genèse, crises et perspectives », l'universitaire et économiste Hédi Zaiem a brossé un tableau exhaustif des étapes par lesquelles est passé le social depuis l'accès du pays à l'indépendance.

Mention spéciale pour la séquence traitant du modèle social tunisien à la veille du coup de force constitutionnel du 25



juillet 2021. Cette période que l'économiste a qualifiée de l'ère « du clou dans le mur » (traduction de l'expression en arabe « mismar fi Hit ») a été résumée en plusieurs points :

- Un secteur privé dominé par une oligarchie rentière ;
- Un secteur public qui, sur ce point, ne s'en distingue que très peu;
- Une polarisation de la masse des travailleurs en :
 - La masse de salariés hyper-protégés du secteur public, devenue elle-même rentière et s'y accrochant à tout prix ;
 - La masse de salariés du secteur privé, moins protégée et aspirant à la rente ;
 - Les « sans toit » dont une partie marginalisée et oubliée, et une autre partie cherchant dans l'illégal et l'informel un refuge et une manière d'exister ;
 - Une polarisation spatiale (inégalités régionales) et sectorielle (secteur moderne et monde rural) qui recouvre en grande partie la polarisation sociale ;
 - Des services publics défectueux, dont en particulier un système éducatif, auparavant « ascenseur social », gangrené par l'affairisme

à la faveur d'une pernicieuse destruction du secteur public ;

Le problème de la Tunisie de 2024 n'est pas un problème économique.

En conclusion, l'économiste estime que le problème de la Tunisie de 2024 n'est pas un problème économique. « Ceux qui ne pensent « les crises et les sorties de crises », qu'en termes de croissance se situent en dehors de l'histoire ; et c'est le cas de la quasi-totalité des économistes dont je suis », a-t-il dit avant d'ajouter : « La plupart déclarent proposer des mesures pour « relancer l'activité économique », et les plus ambitieux cherchent les moyens de « passer à un nouveau palier de croissance ».

« C'est comme si la crise que nous connaissons, a-t-il noté, est une simple perturbation d'un trend (tendance) naturel et immuable, perturbation due au choc de la « révolution » de 2011, et aux errements de la « décennie noire » fortement relayés par des événements extérieurs majeurs, dont la crise sanitaire du COVID 19, la guerre en Ukraine et celle désormais de Palestine, puisque le pouvoir Israélien après le massacre de Gaza, semble maintenant vouloir étendre le massacre à toute la Palestine, en attendant plus ».

Bâtiments en ruine

La situation des bâtiments dans le Grand Tunis est plus alarmante qu'on ne le pense. Selon Moncef Soudani, directeur de l'amélioration de l'habitat au ministère de l'Équipement, dans des déclarations à la Radio Nationale, près d'un millier de constructions sont aujourd'hui en état de délabrement, mettant en danger la sécurité des habitants.

Ce chiffre, qui a considérablement augmenté depuis 2016, révèle l'ampleur du problème. Bien qu'une nouvelle loi ait été adoptée pour encadrer la gestion de ces bâtiments à risque, plusieurs défis persistent, notamment le manque de moyens financiers et la résistance de certains propriétaires à évacuer les lieux.

La responsabilité de la rénovation de ces bâtiments incombe aux municipalités, qui disposent désormais d'outils légaux et financiers pour intervenir. Cependant, la coopération des citoyens reste essentielle pour garantir la réussite de ces opérations.



ATB

البنك العرني لتونس



Les cartes ATB

كوارط الربح

Université d'été de la FMAH

Quelle transition sociale ? Les clés d'un nouveau modèle



Les blocages qui ont entravé l'évolution naturelle de la Tunisie

Dans cette deuxième partie, les conférenciers traitent des blocages structurels multiformes qui entravent le développement du pays. Ils ont plaidé pour une néo-indépendance du pays et pour le compter sur soi. Il ont dénoncé, au passage, l'asymétrie des accords de libre échange conclus à l'échelle multilatérale et régionale et proposé, en même temps, des solutions pour y remédier et de nouvelles solidarités adaptées à la condition du tunisien.

Faisant le bilan du partenariat tuniso européen que concrétise l'accord d'association conclu en 1995, l'universitaire et expert économique Jamel Aouididi, se référant à l'ouvrage "Eurafrique aux origines coloniales de l'Union européenne" de Peo Hansen et Stefan Jonsson de l'université de stockholm (Suède), estime que les européens ne se sont jamais démarqués de leurs origines coloniales. Il a relevé que depuis les traités de Rome en 1957, les européens ont planifié, à travers des accords de partenariat,

Dédiée au centenaire de la naissance du mouvement syndical national tunisien (1924 – 2024), la 31ème session de l'université d'été de la Fondation Mohamed Ali Hammi (FMAH), s'est tenue, les 6, 7 et 8 septembre, à Hammamet, sur le thème « Comment se positionner dans un monde en pleines mutations ? Proposition d'alternatives citoyennes ».

Dans une première partie, les conférenciers qui ont participé aux débats instaurés, au cours de cette université d'été, ont mis


en exergue la situation délétère qui prévaut dans le pays (état des lieux) et ont montré que les problèmes de la Tunisie ne sont pas uniquement politiques et économiques mais plutôt d'ordre social. Pour eux, la véritable transition qui devait avoir lieu depuis le changement de 2011 est par excellence, une transition sociale. En filigrane ils ont pointé du doigt les chercheurs qui n'ont pas assez étudié les slogans des émeutes de décembre 2010 et janvier 2011: « shoghl, horryya, karama wataniyya » (emploi, liberté et dignité).

l'exploitation des ressources matérielles humaines de leurs anciennes colonies au sud de la méditerranée et en Afrique.

Morale de l'histoire : une révision de ces accords asymétriques au détriment de la Tunisie est plus qu'indispensable.

Traitant de la décolonialité ou comment se libérer de "la matrice du pouvoir sans fin", Riadh Zghal, sociologue et universitaire, a rappelé que la colonisation est un mal beaucoup plus profond et n'a pas fini dans le temps.

Concept sud-américain qui reprend autrement les idées

 **«La véritable transition qui devait avoir lieu depuis le changement de 2011 est par excellence, une transition sociale.»**

de Franz Fanon "les damnés de la terre", la décolonialité se propose d'expliquer les dispositifs de domination et d'exploitation à l'échelle mondiale, produits à l'origine par les administrations coloniales, et dont les effets systémique persistent dans les sociétés contemporaines et dans les échanges entre pays sous développés et bailleurs de fonds. Pour s'en débarrasser, la sociologue a insisté, notamment, sur l'enjeu pour les anciennes

colonies de lutter contre la pauvreté et de prendre en charge la valorisation de leurs propres richesses.

De son côté, Samir Meddeb, universitaire et consultant international en matière

 **«Les européens ne se sont jamais démarqués de leurs origines coloniales.»**

d'environnement et de développement durable a fait une communication sur le réaménagement du territoire, la révision de l'urbanisation et de la politique des villes, la question écologique et l'agriculture".

L'universitaire, qui a insisté sur la corrélation entre développement et aménagement du territoire, a plaidé pour un nouveau schéma d'aménagement du territoire.

Expliquant sa proposition, l'expert a notamment, indiqué, "qu'un aménagement du territoire non planifié ou spontané, généralement non concordant avec les spécificités des milieux fait certainement perdre à la communauté un manque à gagner considérable que malheureusement jusqu'à nos jours aucune étude ne s'est penché dessus pour l'évaluer et le calculer. La connaissance de cette perte est aujourd'hui de

grande utilité, elle permettra de mieux interpeler les politiques et les décideurs sur les méfaits de l'absence d'un aménagement du territoire au service du développement ».

A la recherche de nouvelles solidarités

Pour sa part, Mme Mellouli Leila, universitaire à l'IHEC de Sousse a traité de la réhabilitation de l'économie sociale et solidaire (ESS), branche de l'économie qui concilie activité économique et équité sociale.

Elle a rappelé les principes fondateurs de cette économie tels qu'ils sont définis par l'Organisation internationale du travail (OIT). Ces principes étant : la recherche d'une utilité collective, non-lucrativité ou lucrativité limitée (bénéfices réinvestis au service du projet collectif), gouvernance démocratique (primauté des personnes sur le capital), implication des parties prenantes....

Appelée également « Tiers secteur », cette branche de l'économie, qui regroupe les organisations privées ou publiques (entreprises, coopératives, associations, mutuelles ou fondations), a pour but d'intervenir là où le public et le privé ne peuvent pas le faire. Elle est appelée d'après Leila Mellouli à jouer le rôle de « vecteur de modèle de développement

inclusif ».

Concrètement, a-t-elle-dit, l'ESS favorise l'amélioration, au moindre coût, des services publics décents (transport, santé, éducation...) en faveur des communautés enclavées dans les zones rurales.

En plus clair encore, l'ESS génère des activités durables respectueuses de l'environnement, génératrices d'emplois de proximité et de revenus décents.

En dépit de tant d'avantages, en Tunisie, cette économie ne fait travailler, aujourd'hui, qu'environ 20 mille personnes en Tunisie, 0,5% de la force du travail, contre 15% en Hollande et 10,5% en France, et ce, en dépit de l'adoption, en juin 2020, c'est-à-dire depuis quatre ans, d'une loi sur l'ESS. C'était au temps du chef du gouvernement Elyes Fakhfakh.

Les intervenants au débat qui a suivi cette communication se sont interrogés sur le retard qu'accuse la publication des textes d'application de la loi de 2020. Cette même loi qui, a-t-on remarqué, aurait été doublée, voire remplacée par celle initiée par le chef de l'Etat Kaïes Saïed. En vertu de cette nouvelle loi des structures similaires aux sociétés de l'ESS ont été créées avec l'appui de l'Etat et du soutien

personnel du président de la république. Il s'agit des fameuses sociétés communautaires (Chariket Al ahlia).


Les intervenants se sont interrogés, également, sur les raisons qui ont amené Kaïes Saïed à ne pas mentionner dans sa Constitution du 25 juillet 2022, la coexistence des trois secteurs public, privé, tiers secteur alors que le brouillon de Constitution élaboré par les juristes Sadok Belaid et Amine Mahfoudh le signalait parfaitement. Il semble que le chef de l'Etat avait évité de le faire en raison des traumatismes subis par les tunisiens suite au collectivisme instauré en Tunisie dans les années 60. Les coopératives étant, par définition, des sociétés d'ESS par excellence.

Abstraction faite de tous ces détails, l'universitaire Leila Mellouli estime que l'économie sociale et solidaire demeure le mécanisme de solidarité qui sied le mieux aux tunisiens. Elle serait, d'après elle, la meilleure réponse aux revendications des indignés qui sont descendus, au mois de décembre 2010 et de janvier 2011, dans la rue pour réclamer emploi, liberté et dignité.

Aide toi, le ciel t'aidera

Le tunisien en tant qu'individu est appelé à faire l'effort pour se transformer et acquérir, de manière continue, les

compétences requises pour s'adapter aux exigences sans cesse renouvelées de son temps. Dans une communication fort intéressante intitulée « accélérer la transformation : le développement personnel comme catalyseur de la citoyenneté, du succès et de la croissance durable », Mme Sihem Sehili, consultante en Coaching a mis en avant « l'importance de la conscience de soi, de l'amélioration personnelle et de l'apprentissage tout au long de la vie comme éléments fondamentaux du développement personnel. Selon elle, en favorisant ces qualités, les individus sont mieux équipés pour se fixer des objectifs clairs, assumer des responsabilités personnelles et poursuivre leurs aspirations avec confiance. Morale de l'histoire : il s'agit d'améliorer la qualité de l'homme

 **«L'ESS favorise l'amélioration, au moindre coût, des services publics décents»**

tunisien en l'aidant, depuis la crèche jusqu'à l'âge adulte, à acquérir à travers l'éducation et la conscientisation, les bonnes compétences qui feront de lui un citoyen responsable. Le message est clair : il faut compter sur soi.

L'Homme qui a vendu sa peau de Kaouther Ben Hania



Le long-métrage tunisien "L'Homme qui a vendu sa peau" de Kaouther Ben Hania figure dans la sélection de « La Francophonie en images », une section dédiée au cinéma dans le cadre de la programmation du Festival de la Francophonie 2024, qui a débuté le 2 octobre 2024 et se poursuivra jusqu'au 6 du même mois, en marge du XIXe Sommet de la Francophonie, qui se tient les 4 et 5 octobre au Palais de Villers-Cotterêts à Paris.

"La Francophonie en images" met à l'honneur, en présence de leurs réalisateurs, quatre coproductions francophones Sud-Nord soutenues par le

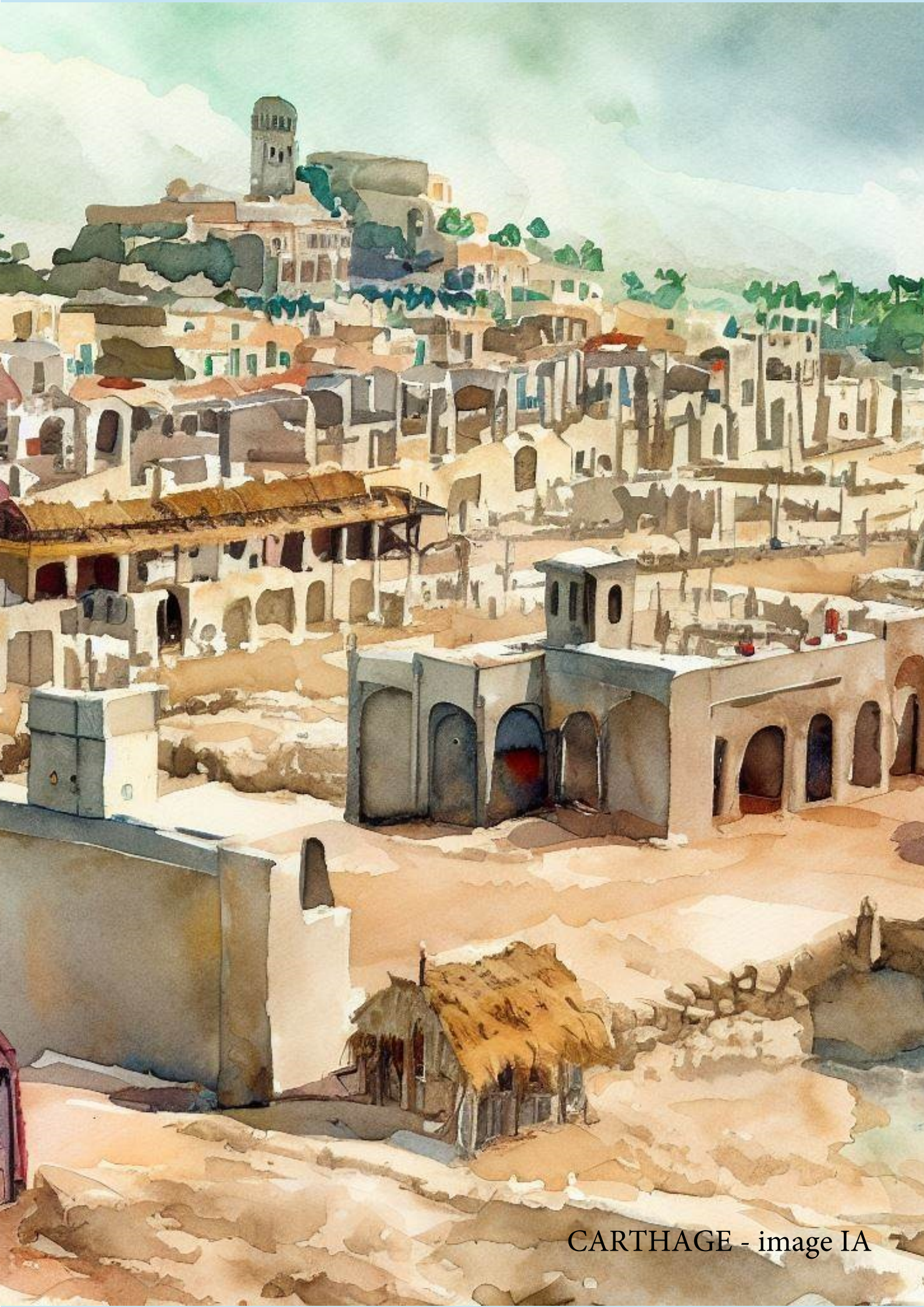
Fonds Image de la Francophonie de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et par le Fonds francophonie TV5MONDE.

Les projections des quatre coproductions sélectionnées sont prévues ce vendredi 4 octobre 2024 dans l'après-midi à l'auditorium de la Gaîté Lyrique de la ville de Paris. La coproduction réalisée par Kaouther Ben Hania (Tunisie, Belgique, France, Allemagne, Suède, 2020) ayant été retenue parmi les cinq finalistes aux Oscars dans la catégorie du meilleur film étranger, sera projetée aux côtés de trois autres œuvres à succès: "A quand l'Afrique" de David-

Pierre Fila (Congo, Cameroun, France, 2024), un documentaire hommage à la nature, "Freda" de Gessica Geneus (Haïti, France, Bénin, 2021), qui a représenté Haïti aux Oscars et dont le promoteur officiel était Francis Ford Coppola, ainsi que "White Building" de Kavich Neang (Cambodge, France, 2021), qui a représenté le Cambodge aux Oscars.

Avec une programmation pluridisciplinaire, alliant expositions, concerts, débats, spectacles, humour, rencontres littéraires, projections de films et ateliers, le Festival de la Francophonie "Refaire le monde" est une invitation à découvrir la vitalité de la création francophone sous ses facettes artistiques, culturelles, sociétales, entrepreneuriales et scientifiques. Illustrant le thème du Sommet « Créer, innover et entreprendre en français », cet événement, lit-on sur le site du festival, vise à célébrer une francophonie plurielle, inspirante, ouverte sur le monde, vivante, attractive et inventive.





CARTHAGE - image IA



Trois cent cinquante Pactes de Carthage?

Une fois l'ambiance survoltée des chiffres calmée et compte tenu de leurs différentes interprétations qui fusent de tous bords, on se pose la question : ET MAINTENANT ?

Commençons par un constat bien simple : au cours de ces élections municipales, les urnes électorales se sont transformées en urnes funéraires pour d'abord des accords contre nature entre NI-NA que j'ai toujours essayé de comprendre et justifier par la volonté de BCE de réduire les

volontés sanguinaires du gourou ; ensuite pour ces structures qui pratiquent le NENNI à outrance sans jamais proposer de solution...

Aujourd'hui, si le paysage politique est phagocyté à l'extrême –est-ce un désir profond du gourou ?-, il a heureusement gardé une certaine homogénéité par ce qui est devenu sa nouvelle colonne vertébrale et que personne n'a vu venir –surtout notre sondeur national qui d'habitude ne laisse rien au HAZARD!- : cette masse

hétérogène de tous bords que sont les «indépendants»; illustres inconnus, poussières d'individus, cendres refroidies d'un volcan éteint venus perturber le programme de lancement du système NINA.

Le système électoral qui a été mis en place a généré des situations quasi ingérables compte tenu des résultats et de leur répartition : dans chaque commune ou presque personne n'a la majorité il y en aura des tergiversations et des diatribes et tutti quanti, et



des discussions à ne plus en finir. Cette situation va se répéter à l'infini au niveau des régions – elle sera exaspérante dans un SAHEL déjà mosaïqual, quasi ingérable dans des régions qui découvrent le vote local.

Et peut entraîner des accords et des ententes entre les partis au détriment des intérêts de la commune elle-même comme on a pu le constater à l'échelle du pays où il a été souvent préféré l'allégeance à la compétence ... Imaginez qu'il faudrait presque finaliser 350 pactes de CARTHAGE locaux ... Déjà que tout le monde peine sur le premier.

Le plus amusant sera ce qui va se passer dans le grand TUNIS:

- Quel que soit le résultat des élections pour le choix de la présidence, les séquelles du "NINAISME" perdureront :
 - Une femme non voilée, islamiste et qui ne veut pas d'égalité de l'héritage (?) serait-elle suspectée de continuer à être un alibi supplémentaire que le gourou veut invoquer pour justifier sa mutation?
 - Si elle ne passe pas, on accusera les autres de machisme bien caractéristique de l'environnement arabo-

musulman!

- Si elle passe, on va encore se faire maudire par tous les barbus de la planète qui verront une femme le 27 RAMADAN dans une mosquée précéder une cohorte d'hommes dans une mosquée : quelle indécence !
- D'un point de vue plus pratique, la capitale est entourée par deux grosses communes qui seraient en principe dirigées par des indépendants charismatiques et d'envergure nationale de surcroît; communes dont les habitants utiliseront leurs services et leurs infrastructures durant leur journée de travail et la nuit retourneront dans leur pénates où ils paieront leurs impôts locaux: imaginez la pagaille dans la gestion interactive de ces communes...

Ce qu'il faut espérer que dans cette nouvelle étape que vit notre pays, c'est que la raison et l'intérêt supérieur de l'ETAT l'emportent sur les visions étriquées de certains et qu'enfin on se remette au travail dans ce petit bout d'AFRICA. WAIT AND SEE !

Ibtissem

(Mai 2018)

Juillet 2024

Le mois de Juillet 2024 a été marqué par un temps estival chaud et sec et très ensoleillé. La température moyenne générale était supérieure à la moyenne de référence (1991-2020) de 1,7°C, ce qui fait de ce mois, le 3ème mois le plus chaud depuis 1950, derrière juillet 2003 (+2,2°C) et juillet 2023 (+3,9°C), indique l'Institut National de la Météorologie (INM).

Concernant la pluviométrie, souvent les pluies sont rares pendant le mois de juillet et cette année ce mois a été caractérisé par l'absence de pluie. Le cumul mensuel de Juillet 2024 était de (1,8mm) ce qui classe ce mois au deuxième rang des mois de juillet les plus secs après juillet 1968 (0,2mm), ajoute l'INM dans son bulletin climatologique mensuel consacré au mois de juillet 2024.

Les températures moyennes ont évolué entre 26,6 °C à Tabarka et 35,2°C à Tozeur. Quant à la température moyenne nationale, (25 stations principales), elle a atteint 30,4 °C, supérieure à la moyenne de référence (28,7°C) de 1,7°C.



HORS-SÉRIE

RETRAITE

En Tunisie



KIOSQUE



LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re*Connect, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie

Hyundai Creta

Une fusion parfaite entre l'élégance et la robustesse.



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2023
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn

 **HYUNDAI**



التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn